



HAL
open science

**Vichy, la Résistance, la Libération sur le littoral des
Maures (1940-1944), un survol historique, commune par
commune**

Jean-Marie Guillon

► **To cite this version:**

Jean-Marie Guillon. Vichy, la Résistance, la Libération sur le littoral des Maures (1940-1944), un survol historique, commune par commune. Freinet, Pays des Maures, 2019, 15, pp.5-62. hal-02544890

HAL Id: hal-02544890

<https://amu.hal.science/hal-02544890>

Submitted on 27 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Si vous citez tout ou partie d'un article, pensez à citer l'auteur et l'ouvrage:

GUILLOIN Jean-Marie, « Vichy, la Résistance, la Libération sur le littoral des Maures (1940-1944), un survol historique, commune par commune », Freinet-Pays des Maures, n°15, 2019, p. 5-62.

Freinet

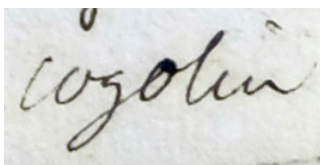
Pays des Maures



Vichy, la Résistance, la Libération sur le littoral des Maures (1940-1944).



Autour du four à pain : un siècle de conflits entre seigneurs et habitants de La Garde-Freinet.



Un lion déchu : Joseph-Madelon de Cuers, dernier seigneur de Cogolin.



Conservatoire du Patrimoine du Freinet
■ n°15 ■ 2019

Freinet

Pays des Maures

Conservatoire du Patrimoine du Freinet ■ n° 15 ■ 2019

Sommaire

Vichy, la Résistance, la Libération sur le littoral des Maures (1940-1944), un survol historique, commune par commune. JEAN-MARIE GUILLON.....	5
Autour du four à pain : un siècle de conflits entre seigneurs et habitants de La Garde-Freinet. ELISABETH SAUZE.....	63
Un lion déchu : Joseph-Madelon de Cuers, dernier seigneur de Cogolin (1789-1808). Fabien SALDUCCI	73

En couverture :
Cavalaire, débarque-
ment de la 1^e DFL
(brochure *Côte
d'azur, champ de
bataille*, 1945).

Vichy, la Résistance, la Libération sur le littoral des Maures (1940-1944), un survol historique, commune par commune

Freinet,
pays des Maures
■ n° 15, 2019,
Conservatoire
du Patrimoine
du Freinet,
La Garde-Freinet
(Var)

Avertissement

Ces notices communales sont principalement fondées sur les renseignements que l'on trouve dans divers fonds d'archives, en particulier aux Archives départementales du Var. Elles évoquent principalement la Résistance. Les noms de résistants qui apparaissent doivent être considérés comme des points de repère, de même que la plupart des actions évoquées. Ces notices n'ont pas la prétention d'être exhaustives et certaines d'entre elles pourraient être beaucoup plus développées. Elles comportent évidemment de nombreuses lacunes. À titre d'illustration, je les ai parfois accompagnées de documents écrits qui sont presque tous inédits. On trouvera aussi quelques indications bibliographiques. Pour la Résistance, je me permets de renvoyer à mes divers travaux, en particulier pour le Var à ma thèse, *La Résistance dans le Var*, accessible en ligne (site : <http://var39-45.fr/>), et, pour un aperçu plus ample, aux articles parus dans la revue *Provence historique*, en particulier, « Vichy et les communes du Var ou les dilemmes de l'épuration », fasc. 134, octobre-décembre 1983, p. 383-404, et « La résistance provençale : essai de synthèse », fasc. 178, octobre-décembre 1994, p. 429-440. Pour le Débarquement, outre l'enquête bien connue et souvent rééditée depuis 1962 de Jacques Robichon, le travail de référence pour les aspects militaires est celui de Paul Gaujac, *La bataille de Provence 1943-1944*, Paris, Éd. Lavauzelle, 1984.

Jean-Marie
GUILLON,
professeur des
universités émérite

Les indications données sur la population de certaines communes proviennent des chiffres fournis par les municipalités de l'époque. Ils sont plus ou moins fiables, car la population peut fluctuer rapidement (réfugiés, évacués des zones littorales). Ils varient selon les documents utilisés et leur date. Leur intérêt est de donner un ordre de grandeur et parfois une idée de la sociologie de la commune. Les indications sur la répartition professionnelle englobent hommes et femmes.

Les communes du secteur ont bien des éléments communs et ce qui vaut pour l'une en ce qui concerne la division de l'opinion sous Vichy ou l'occupation et ses contraintes vaut aussi pour les autres. Je rappelle que notre région n'est occupée qu'à partir du 11 novembre 1942 et que cette occupation est d'abord italienne (IV^e Armée). Elle ne devient allemande qu'à partir du 8 septembre 1943. Plusieurs unités ou services de l'armée allemande cohabitent, mais, à partir de fin 1943, les principaux régiments sont composés de troupes arméniennes (secteur de Bormes - Le Lavandou) et azerbaïdjanaises (secteur Cogolin - Saint-Tropez).

Le secteur du Golfe est un des hauts lieux de la Résistance régionale, et même nationale, et de la Libération du pays pour plusieurs raisons : la naissance ici de l'un des principaux maquis de Provence (le maquis FTP des Maures devenu camp *Faïta*, puis 1^{re} compagnie FTP de Provence alors qu'il s'est déplacé dans le Centre-Var puis dans les Basses-Alpes), l'organisation de liaisons clandestines d'importance nationale avec l'Afrique du Nord puis la Corse, la création de la Brigade des Maures, qui, en unissant des résistants de toutes tendances, est un cas exemplaire et rare, et bien entendu le choix d'inclure cette portion de littoral dans la zone de débarquement du 15 août 1944.

Sigles utilisés

Régime de Vichy et occupants

GMR (Groupes Mobiles de Réserve) : unités de maintien de l'ordre créées par le régime de Vichy.

OVRA (*Organizzazione per la Vigilanza e la Repressione dell'Antifascismo*) : police politique italienne.

PPF (Parti Populaire Français) : principal parti fasciste français.

Sipo-SD (*Sicherheitspolizei und Sicherheitsdiens*) : principal service de police allemande réunissant la Gestapo, la police criminelle, et le service de renseignement de la SS.

STO (Service du Travail Obligatoire) : réquisition des jeunes Français pour le travail en Allemagne à partir de février 1943, souvent confondu avec la réquisition des hommes de 16 à 60 ans pour le travail sur la côte mise en place à partir de février-mars 1944.

Résistance

MUR : Mouvements Unis de la Résistance, principale organisation clandestine « gaulliste », créée à partir des trois grands mouvements clandestins de zone Sud : Combat, Libération, Franc Tireur.

MLN : Mouvement de Libération Nationale. C'est à la fois le premier nom du mouvement créé par Henri Frenay, plus connu sous celui de Combat, le nom que prennent les MUR fin 1943.

AS : Armée Secrète qui regroupe les groupes à vocation combattante des MUR.

FN : Front National de lutte pour l'indépendance de la France. Mouvement de Résistance créé par le Parti communiste clandestin pour élargir son audience aux milieux non communistes.

FTP : Francs-Tireurs et Partisans. Groupes armés du FN à direction communiste. Une branche, les FTP-MOI, est composée de militants d'origine étrangère dépendant de la Main d'œuvre immigrée (MOI).

ORA : Organisation de Résistance de l'Armée. Mouvement clandestin à vocation combattante créée par les officiers de l'armée d'armistice, à tendance giraudiste, début 1943.

FFI : Forces Françaises de l'Intérieur, mises en place peu avant la Libération et qui englobent les divers groupes combattants (AS, FTP, ORA), plus tous ceux qui les rejoignent.

BORMES

Population : 1 900 habitants en novembre 1942, 1 390 en mai 1944.

Nichée sur le flanc des Maures, mais s'étendant jusqu'à la mer, Bormes ne se contente pas de rester au balcon. Un noyau d'opposants au régime de Vichy s'y signale précocement. En octobre 1941, le responsable de la Légion française des combattants, l'organisation unique des anciens combattants qui se veut le fer de lance de la Révolution nationale et du culte du maréchal Pétain, se désole car le maire Léon Chommeton, socialiste très modéré, a gardé des partisans et se livrerait en sourdine à la critique du régime. Il estime que 50 % de la population est gaulliste ! Selon lui, les gaullistes, qui se confondraient avec les socialistes, tressent des louanges aux Anglais publiquement au café et critiquent la collaboration. Les communistes qui représenteraient 5 % de l'opinion seraient sur les mêmes positions. Chommeton, secrétaire de mairie puis élu maire depuis 1906, président de l'amicale des maires du Var, ancien député, passé de la SFIO aux néo-socialistes, est la bête noire de la droite locale qui, dès octobre 1940, le dénonce comme gaulliste et ces attaques se multiplient fin 1940-début 1941. Or, Chommeton donne des gages, se dit admirateur du maréchal Pétain (mais pas des membres du gouvernement) et restera à l'écart de la Résistance. Mais il n'entend pas céder une parcelle de son pouvoir et ne veut pas de la Légion dans les affaires municipales.

C'est au Cap Bénat qu'est implantée l'une des principales installations des Chantiers de jeunesse dans le Var avec l'école des cadres de Provence, soit environ 200 hommes, qui y stationnent de l'automne 1941 au printemps 1943. Cette présence suscite d'ailleurs bien des plaintes, le président de la société artistique du cap Bénat est mécontent des travaux faits par les jeunes, accompagnés de déprédations et de vols et, le 20 février 1943, le colonel Giovanni Nura, du XXII^e corps d'armée italien qui occupe la région dénonce les actes de sabotage commis sur les installations militaires entre le Cap Bénat et Le Lavandou. À peine les Italiens sont-ils arrivés en novembre 1942 que leurs fils télégraphiques ont été coupés. Plusieurs jeunes des Chantiers sont arrêtés et déférés au tribunal militaire de la IV^e Armée italienne. Le 4 mars, Nura demande le départ de l'École des cadres.

Ce n'est pas la seule activité résistante dans la commune. Les communistes du secteur utilisent la maison forestière des Ruscas pour confectionner de manière toute artisanale leurs premiers tracts et journaux. L'OVRA, la police politique fasciste, procède à des arrestations à Bormes (cinq) et au Lavandou, le 28 avril 1943. Pierre Parmentier, responsable avant guerre de la cellule communiste de

Bormes, engagé dans le mouvement Libération et un réseau de renseignement, est emprisonné à Nice, aux Nouvelles Prisons, où il subit avec l'écrivain autrichien Rheinhardt, arrêté au Lavandou, des tortures, notamment celle du *giro* (l'obligation de tourner jusqu'à épuisement), qui n'ont rien à envier à celles de la Gestapo.

Avec l'aide des résistants locaux, le premier maquis du secteur, le camp FTP *Fai-ta* fait stationner l'un de ses détachements dans la forêt du Dom fin 1943-début 1944. C'est une zone d'insécurité pour les occupants. Les Allemands y subissent quelques pertes et lancent à plusieurs reprises leurs détachements à la recherche des maquisards. C'est au cours de l'une de ces opérations que Claude Novaro, ancien des Brigades internationales, est arrêté le 5 janvier 1944 (puis déporté) et que deux ex-soldats italiens qui ont rejoint le maquis, Pietro Palma et Pietro Antonio, sont abattus le 8.

Avec l'occupation allemande, Bormes abrite le commandement du 918^e régiment d'infanterie qui contrôle le secteur Cavalaire-La Londe. Il est renforcé par des éléments de l'Ost-Legion d'origine arménienne. Le littoral est mis en défense, vignes, oliviers et arbres fruitiers sont coupés, une trentaine de maisons sont rasées. Ce sont notamment des hommes réquisitionnés dans le haut Var (région de Salernes) qui sont contraints de venir effectuer ce travail et le font sans zèle. Mais à partir du 11 août, les installations de défense allemandes, notamment celles du cap Bénat, sont bombardées par l'aviation alliée. Les Allemands entendent résister aux troupes alliées débarquées le 15. Des accrochages sérieux ont lieu au col de Gratteloup et au Mont des Roses, mais la localité est libérée le 17 août à 6 heures du matin avec l'arrivée des soldats américains du 1^{er} bataillon du 7^e RIUS, arrivés par la colline. Avec elle, sont libérés aussi les otages que les Allemands avaient pris au Lavandou. Les Allemands ont détruit la chapelle de Brégançon qui leur servait de dépôt de munitions. Répondant à une enquête lancée en 1949, le maire décrit ainsi la Libération : « Dès l'arrivée de nos libérateurs, des vivres furent distribués à la grande joie de tous. L'enthousiasme était grand et, sur les chars qui arrivaient, étaient montés nos jeunes en délire ». Le Comité de Libération est installé avec l'aide des maquisards FTP d'Alix Macario. Il met en place une délégation municipale présidée par le communiste Paul Vadeboin. Mais Chommeton qui jouit de nombreux appuis et a continué à occuper la mairie se résigne difficilement à céder la place.

Document (Source : Service historique de la Défense, GR 28 P 2 233).

Lettre du commandant du 918^e Bataillon d'infanterie allemande aux maires du secteur (5 avril 1944)^A.

« Le commandant de l'Unité
Allemande
S.P. 58.90

Monsieurs les Maires des Communes de :
La LONDE-BORMES-Le LAVANDOU-
Le CANADEL-COLLOBRIERES-
LA MOLE-GONFARON-PIGNAN-LE LUC-
FLASSANS sur Isole-LES MAYONS

Messieurs,

Comme j'ai constaté avec regret que la collaboration entre mes unités d'une part et MM. Les maires des communes situées dans mon secteur de l'autre, ne correspond aucunement aux intérêts mutuels. Les forces armées allemandes ne sont pas ici en ennemies de la France, mais comme sauvegarde de la culture et de la civilisation Européenne.

Mes officiers et soldats sont, également comme moi-même, tenus à une conduite loyale et correcte en rapport avec les autorités et la population française, ce que moi-même j'ai prouvé à plusieurs reprises envers de différentes familles françaises.

En contradiction de ces faits, on peut constater que les besoins les plus urgents pour mes troupes ne sont contentés qu'avec des difficultés ou absolument pas. Je parle de camions, de main d'œuvre, d'ustensiles de cantonnement de tout genre, enfin des choses absolument nécessaires pour mes troupes en exécution de leur service.

Je considère comme une circonstance qui vous charge gravement que vous ne m'assistez point dans la recherche et la suppression du banditisme en dépit que vous n'ignorez certainement pas qu'il s'agit ici des éléments dont l'activité corruptible et souvent communiste se dirige contre l'Etat, et dont l'oppression regarde également l'intérêt de l'état français. Autant que je tache de tenir au degré le plus bas possible les charges portées par la population et dues à l'occupation, aussi il me faut insister à certaines mesures pour lesquelles il

A. Rien n'indique dans les sources que cette convocation ait été suivie d'effets. La lettre a été interceptée par un réseau de renseignements basé à Toulon et transmise à Londres. Elle est une illustration des contraintes et menaces que fait peser l'occupant sur les maires et les populations.

nous faut entendre ; si, d'autre part, dans l'avenir il me fallait constater que vous ne m'appuyez pas assez dans la réalisation des questions les plus urgentes, je serais obligé de changer ma générosité et loyauté prouvées jusqu'ici envers la population dans mon secteur et de prendre, selon mes compétences, les mesures que je considérerai comme nécessaires pour raisons militaires et à base d'ordres donnés.

En supposant que jusqu'à présent notre coopération n'a souffert que des malentendus, j'espère une amélioration de nos relations. Pour traiter toutes les questions insolues, je désire à parler un jour le 17 et le 20 février à une délégation qui se compose comme suit :

M. le Maire de BORMES, M. le Maire de Le Lavandou comme représentant des communes de la Londe, le Lavandou, et le Canadel, un représentant de la commune de la Mole, un représentant de la commune de Collobrières, un représentant de la commune de le Gonfaron, Pignan, les Mayons et le Luc, quant au jour et à l'heure exacte veuillez vous entendre entre vous et me faire savoir à bonne heure votre arrivée.

Colonel REINMEIER »

CAVALAIRE

Population en 1942 : 922 habitants (825 en 1936) dont 12 agriculteurs, 10 artisans, 150 ouvriers, 27 commerçants ; 16 prisonniers de guerre et 137 anciens combattants.

Autre source : 850 habitants en novembre 1942, 815 en mai 1944.

En partie agricole, la commune n'a pas grand chose à voir avec la station balnéaire d'aujourd'hui, mais déjà des résidents souvent aisés, étrangers à la région, sont venus s'y établir. C'est parmi eux que se recrute l'opposition à la municipalité socialisante de Benjamin Gaillard. Celui-ci est contraint à la démission par la législation de Vichy le 5 septembre 1940 car, bien que né à Gassin, il est fils d'étranger (suisse). Un rapport non signé destiné à la Fédération varoise du patronat décrit Cavalaire comme un refuge de juifs, peuplé d'étrangers (d'après lui, 550 Italiens, 30 Suisses, 350 naturalisés plus les juifs... !). Les chantres du régime de Vichy dont un ex-industriel lorrain qui est parmi les plus gros propriétaires de la commune et le mari de la pharmacienne dirigent une section de la Légion française des combattants particulièrement sectaire, antisémite et xénophobe. Leurs dénonciations par lettres, rapports, informations parues dans l'hebdomadaire *Gringoire*, créent un climat détestable. Le 27 janvier 1941, la section locale de la Légion réclame l'expulsion ou l'éloignement des Italiens, qui ont apporté leurs « défauts congénitaux » et qui sont trop nombreux « pour qu'une moralité française existe ». Elle souhaite la révision des nationalités. Bien entendu, elle se plaint aussi des juifs et se fait remettre leurs noms par la municipalité nommée par Vichy. Le responsable de la Légion^B continue de dénoncer l'embauche d'ouvriers étrangers, le marché noir (provoqué, d'après lui, par les juifs seuls), il souhaite le contrôle de la poste, des commerces, la suppression des cafés inutiles, le contrôle des prix, une épuration morale... En avril 1941, ces individus provoquent l'arrestation de Jean Guien, industriel retraité, et de son épouse pour avoir refusé de prendre une photographie du Maréchal lors d'une collecte pour le Secours national en décembre 1940 et avoir dit qu'il avait « une sale binette ». Ils sont inculpés pour propos de nature à porter atteinte au moral des armées et de la population et pour outrage au chef de l'État. Jean Guien est incarcéré jusqu'au 24 juin, mais décède peu après, ébranlé par ce qu'il vient de subir. Sa femme bénéficie d'un non-lieu.

À l'opposé, la commune compte un noyau de résistants précoces. Le général d'aviation Cochet, qui a commencé à rassembler des opposants à la collaboration en zone non occupée à partir de l'automne 1940, y trouve l'un de ses tout premiers correspondants dans la région, Guittard, qui rejoindra l'Afrique du

B. Benjamin Gaillard, le maire contraint de démissionner en septembre 1940, socialiste, hôtelier, d'origine suisse, résistant, il est rétabli à la tête de la commune à la Libération.



Cavalaire, débarquement de la 1^{re} DFL (brochure *Côte d'Azur, champ de bataille*, 1945).

Nord en 1943 et participera comme capitaine à la Libération. En 1949, le maire de Cavalaire affirmera qu'à l'initiative de ce groupe, une pétition demandant au Maréchal de ne pas s'allier avec l'Allemagne aurait été signée par la majorité de la population, mais nous n'en avons pas trouvé trace. Cible des vichystes, le curé Perrault ne cache pas ses sentiments patriotiques et son prêche sur Judas Macchabée, le 11 novembre 1941, irrite les pétainistes puisqu'il a déclaré qu'il valait mieux périr les armes à la main plutôt que de laisser mourir la Patrie. L'ancien maire a regroupé, autour de lui, des amis républicains, agriculteurs, commerçants ou hôteliers comme lui (il possède le Grand Hôtel). Dès la fin mars 1941, des jeunes gens issus du même milieu se font remarquer en couvrant à deux reprises les murs de la commune (et de La Croix) avec des croix de Lorraine et des inscriptions au goudron hostiles à l'amiral Darlan, chef du gouvernement, et à la Légion des combattants, inscriptions que le photographe de Cavalaire s'est empressé de faire figurer dans sa vitrine ! Ce dernier et les quatre coupables sont sanctionnés par le tribunal correctionnel de Draguignan. Parmi eux, se trouve le jeune César Raymond, fils d'un hôtelier, que l'on retrouvera dans un réseau de Résistance un peu plus tard. Arrêté par les Allemands en février 1944, il mourra en déportation à Orianenbourg. L'occupation (italienne, puis allemande) ne fait que confirmer les orientations d'une opinion locale qui attend avec impatience la Libération. Les 2 et 3 mai 1944, deux individus, armés, se prétendant gaullistes, sèment le trouble dans le village. Ils se font remarquer en chantant *L'Internationale* dans les cafés et en invitant les jeunes à partir au maquis. Appréhendés par

les gendarmes, ils demandent à être conduits à la kommandantur locale. Ce sont des agents de la « Gestapo » de Draguignan, munis d'un ordre de mission allemand. Les gendarmes ont interdiction de les identifier. Ils ont probablement été envoyés pour repérer les résistants locaux et pour faire de la provocation.

La Résistance locale est alors partagée entre les MUR qui se sont formés à partir du groupe relié au mouvement Combat et dirigé par l'ancien maire, et, comme dans tout le secteur, la Résistance sous direction communiste (FN et FTP). Le responsable local des FTP, Alix Michel, abrite des juifs dans sa ferme, fait du renseignement pour Antonin Porte, responsable du FN, ravitaille les maquis, et, en relation avec Marko Celebonovitch, chef du secteur FTP, participe à des sabotages. Le détachement local de la Brigade des Maures se signale notamment le 25 juillet 1944 en sabotant les installations de la scierie qui travaille pour l'occupant. Quelques otages sont pris en représailles, mais libérés 48 heures après.

Depuis novembre 1943, comme dans les communes voisines, l'occupant allemand est surtout représenté par des éléments de l'Ost-Legion, qui se font remarquer par les vols et autres actes de vandalisme qu'ils commettent. Le littoral est évacué de ses habitants, les bâtiments qui le jouxtent, dont le château, et les pinèdes sont détruits. Blockhaus, champs de mines, barbelés et tétraèdres en béton s'alignent le long des plages.

Située dans le secteur *Alpha* de la 3^e division d'infanterie américaine, Cavalaire est l'une des têtes de pont du débarquement du 15 août 1944. Après un bombardement aérien et naval commencé à 5 heures 50, les unités d'assaut prennent pied à 8 heures, puis le 7^e RIUS à 8 heures 30. C'est son 3^e bataillon qui nettoie la commune et ses abords, le cap de La Vigie en particulier. Le général O'Daniel peut se trouver à terre dès 10 heures 44. Cavalaire est donc l'une des premières communes libérées, mais le bombardement a coûté la vie à deux habitants, en a blessé quinze autres et a fait près de 250 sinistrés (40 maisons détruites, 170 sinistrées). C'est dans son secteur également que débarque à partir du 16 août une partie de l'armée du général de Lattre de Tassigny, l'Armée B, future 1^{re} Armée française, d'abord la 1^{re} DFL puis, le 18, la 9^e DIC.

Bibliographie : BUREAU Paul C., *Dans l'ombre des Montagnes bleues*, Gap, 1951 (récit du Débarquement) ; GUIMELLI Patrick, *Un été 44. La baie de Cavalaire*, Cavalaire, 1994, 36 p. (photos).

Document

La Libération vue de Cavalaire, lettre de Marie Guillon à ses parents (première publication dans *Provence Historique*, numéro spécial, « La Provence de la Résistance à la Libération », tome XLIV, fasc. 178, octobre-décembre 1994).

Marie Guillon, 22 ans, était auxiliaire des PTT à Cavalaire. Ses parents habitaient Collobrières et étaient apparentés à la famille Raymond. La lettre est manuscrite, sans date (mais probablement du 18 août), écrite sur les feuillets arrachés d'un registre de communications téléphoniques.

« Mes tous chéris. Me voici enfin rassurée sur votre sort. Depuis hier il me semble revivre. Vous en êtes tous en vie. Dieu soit loué. D'après M. Gaillard^B et tous, il paraît que ça n'a pas été trop terrible à Collo... Mais ici, durant 9 heures, quelle canonnade... Vers 2 heures, dans la nuit de lundi à mardi une grande détonation. Nous nous levons avec M^{me} Magnetti^C, attendons un instant, puis décidons de nous recoucher. Il faut vous dire que depuis 2 jours, nous avons subi quelques petites attaques par avion (des bateaux allemands qui étaient dans le port dont un a brûlé le lundi matin). J'étais persuadée, est-ce une intuition ?, que le jour du 15 août serait le jour du débarquement. Revenons à notre fameuse nuit. Depuis la veille, notre maison était occupée par des Arméniens^D (nous n'étions guère rassurées). Durant toute la nuit, au loin des bruits de bombardement, de mitrailleuse, mais nous restions calmes. A 6 h., voilà que ça commence. Les avions qui mitraillent... les quelques petites pièces d'artillerie allemandes qui tirent. Je me lève aussitôt, rassemble quelques petites affaires, hésite environ ¼ d'heure sur la terrasse pour savoir si j'ai le temps de descendre chez marraine^E et me voici courant au milieu des éclats, tout le long de la voie^F à une allure folle. J'ai dû me coucher plusieurs fois. Finalement, à bout de souffle, j'arrive dans le jardin, appelle et rejoint toute la famille dans un abri qui était dans le jardin. Durant 3 heures, sans discontinuer, nous avons été pilonnés par les avions et les bateaux américains qui étaient dans le port... des bombes sont tombées tout autour de nous... à 20 mètres la plus près. Nous avons été recouverts de poussière. Dehors, on y voyait plus. Les éclats des obus tombaient de toutes parts... à chaque avion qui descendait en piquet au-dessus de nos têtes, nous disions " c'est pour nous " mais dans le fond, nous n'y croyions pas. Il nous semblait impossible de mourir ainsi... c'était le jour du 15 août, jour de notre fête, nous étions pleins d'espoir, mais le cœur battait quand même un petit peu. Parrain nous disait : " Nous sommes à l'abri des éclats, mais pas des bombes. Dès qu'il y aura une petite accalmie, nous partons aux Collières^G ". Mais impossible de sortir. Nous pensions " est-ce le débarquement ? ". Nous entendions marcher,

C. Sans doute la personne chez qui elle loge.

D. Ils appartiennent au régiment « allogène » qui occupe le secteur. Ce sont d'anciens soldats de l'Armée soviétique, faits prisonniers et engagés dans la Wehrmacht.

E. Mme Raymond, la mère de César Raymond déjà évoqué.

F. Il s'agit de la voie ferrée.

G. Quartier rural où la famille a un cabanon.

parler... Nous-mêmes, parlant un peu fort, voilà qu'on nous tire dessus. Nous décidons de sortir, Maryse et moi, pour voir ce qui se passe... et voilà que, dans le coin du jardin, nous apercevons des soldats. Américains ? Allemands ? Nous reentrons en vitesse dans notre abri... puis ressortons de nouveau. Ces fameux soldats nous montrent leurs brassards : des Américains. Oh ! joie, joie suprême... En nous voyant, ils nous ont demandé aussitôt quelques renseignements sur les Allemands, sont rentrés dans la maison à coups de mitrailleuse, ont lancé des fumigènes pour faire sortir des Allemands au cas où quelques-uns se seraient réfugiés dans la maison car c'était tout ouvert. Et pendant que les gens qui étaient dans la campagne en tremblaient encore, nous circulions, nous, pleins de joie et d'espoir. La maison de marraine a été assez abîmée... plus de vitres, les plafonds un peu effondrés... mais tant pis puisque la vie est sauvée. A Cavalaire, quelle désolation. Au bureau^H, tout est cassé, les appartements de la receveuse inhabitables. Le village a été atteint, mais il n'y a qu'un mort à déplorer^I... Si vous voyiez la baie de Cavalaire, c'est une merveille... Des bateaux, des bateaux, encore des bateaux. Sur la place, là un régiment de noirs... Sur la route, un défilé incessant de pièces d'artillerie... Nos soldats français sont à Pardigon^J. Nous sommes allés les voir hier matin et avons assisté au débarquement de diverses pièces. Qui n'a pas vu ça n'a rien vu. C'est splendide. De temps à autre, nous éprouvons quelque émotion... des mines qui sautent, des avions allemands viennent le soir^K et aussitôt, tout se met en branle... Nous partons aussitôt dans notre abri. Durant 2 nuits, nous avons couché à la belle étoile. Le quartier de Pardigon, donc le chemin des Collières, a été le lieu le plus pilonné par l'aviation à cause des mines. C'est à Cavalaire qu'a eu lieu le plus gros débarquement, mais nous l'avons entendu, je vous l'assure ! Un capitaine français disait hier à la receveuse qu'ils croyaient trouver à Cavalaire 3 divisions allemandes dont une blindée alors qu'il y avait 200 Allemands ici. Il faut avouer qu'ils se sont défendus avec rage jusqu'au bout.

Et maintenant, il nous semble revivre. Nous ne sommes pas au bout de nos peines. On parle de mobilisation des hommes de 18 à 35 ans. C'est normal puisque depuis plusieurs années, tant de Français se battent, mais ça fait tout de même froid au cœur. Avec quelle allégresse, nous avons accueilli nos troupes françaises. Tous ces jeunes gens, en arrivant, ont baisé la terre de France disant qu'ils attendaient avec une folle impatience la minute où ils viendraient nous libérer. C'est qu'ils sont nombreux les Français... et combien nous sommes fiers. Depuis mardi, nous mangeons du chocolat, des bonbons, des conserves et... du pain blanc. Quel délice ! On croirait de la brioche... Mais quels soucis, mes chéris... Quelle terrible incertitude. Et quand je pense que vous n'êtes pas rassurés sur mon sort. Enfin, j'espère que cette lettre vous parviendra pour vous rassurer.

H. Le bureau des postes.

I. En fait, deux et une quinzaine de blessés.

J. Ce sont les unités de la 1^e DFL (Division française libre) et du 2^e RCA (Régiment de chasseurs d'Afrique).

K. L'attaque a eu lieu le 16 au soir.



Cavalaire, plage avec tétraèdres (brochure *Côte d'Azur, champ de bataille*, 1945).

Au bureau, nous sommes de garde, seulement 2 employées, le père des jeunes filles du Casino ayant été arrêté^L. Si vous le pouvez, écrivez moi... Je serai heureuse de vous lire [...] Quelles pénibles heures incertaines, nous disant " nous en tirerons-nous ? ". Tout autour de nous des trous de bombes. Dieu nous a épargné, remercions le du fond du cœur. Nous ne savons aucune nouvelle sur Toulon, Hyères, etc. Pas d'électricité, pas d'eau... la voie est abîmée... je ne sais quand reprendront les relations postales. Parrain vient chercher ma lettre, je vous laisse vite, vite. Tout le monde vous embrasse. De votre fille chérie qui a tremblé pour vous, recevez ses baisers les plus lourds et les plus tendres. Je vous aime de tout mon cœur. »

L. Il s'agit du gérant de l'épicerie Casino, momentanément arrêté pour avoir participé à la très vichyste Légion des combattants.

COGOLIN

Population en 1942 : 2 250 habitants, 648 agriculteurs, 65 artisans, 345 ouvriers, 36 commerçants, 77 employés ; 40 prisonniers de guerre et environ 250 anciens combattants.

Autre source : 2 000 habitants en novembre 1942, 1 890 en mai 1944.

Nichée au fond du Golfe, cette grosse bourgade, alors très agricole et ouvrière, joue un rôle important. La Croix de guerre lui a été refusée après la guerre, mais les nombreuses plaques commémoratives que les résistants ont fait poser en ville et aux alentours sont là pour en témoigner.

Comme ses voisines, la commune est divisée. Les partisans du Maréchal ont poussé à la démission le conseil municipal de Sigismond Coulet et l'ont remplacé par une délégation spéciale nommée, avec à sa tête le président de la Légion, vice-président du conseil de l'Ordre des médecins du Var. Mais le danger pour les opposants au régime ne vient pas tant de là que du noyau d'adhérents que possède ici le PPF de Jacques Doriot. Même si la plupart d'entre eux (petits patrons, employés) se montrent finalement peu actifs, certains surveillent leurs concitoyens. C'est le cas du secrétaire de la section PPF, qui travaille à l'usine de torpilles et qui informe la direction du parti. Il la renseigne sur les autorités et les fonctionnaires, fournit des listes d'adversaires et de sympathisants, diffuse la propagande. Mais, dès mars 1941, il se lamente car, non sans exagération, il affirme que tout le monde est gaulliste ou anglophile... La section PPF ne compte plus que cinq membres en 1943.

En dépit de cette présence, les résistants s'organisent précocement. Bien que longtemps isolés de la direction régionale clandestine du parti communiste, Alix Macario, qui a été blessé en Espagne dans les Brigades Internationales, et ses amis se réorganisent peu à peu et en liaison avec les localités voisines. C'est à partir de ce noyau que sont formés le FN, puis les FTP. Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 1942, une gerbe est déposée au monument aux morts par des militants du FN à la mémoire des résistants assassinés et des tracts appellent les ménagères à manifester. Des tracts de la CGT, des comités de femmes, du FN et des journaux - *Lou Travailladou* en 1942, *Rouge-Midi*, *La Défense paysanne du Var* ou *La Lutte* par la suite - circulent avec régularité. L'un des premiers groupes de FTP « légaux » (c'est-à-dire sédentaires, non maquisards) est créé à Cogolin. En 1943, il vient en aide aux maquisards du camp *Faïta* qui ont commencé à se grouper dans les bois de Sainte-Maxime-Roquebrune. D'autres formations clan-

destines, réseaux de renseignements, MUR et AS, se constituent. Pour les MUR, le contact s'est établi par l'intermédiaire de résistants toulonnais, un policier et un pharmacien de l'hôpital Sainte-Anne.

À partir de l'occupation italienne (novembre 1942), des actions d'importance diverse sont signalées par la police. Ainsi, en février 1943, la voiture de la commission d'armistice allemande est retrouvée pneus crevés et essuie-glaces arrachés ; un peu plus tard, deux poteaux télégraphiques italiens sont abattus à La Foux et 12 kg d'explosifs (de la mélinite) sont dérobés dans une carrière, vraisemblablement par un entrepreneur, chef de secteur de l'AS et futur cadre de la Brigade des Maures, etc. L'occupant italien a des informateurs parmi la population d'origine immigrée. En témoigne la liste de résistants, en italien, datée du 7 septembre 1943 et transmise aux Allemands en train d'occuper le secteur. Ces derniers accélèrent la mise en défense du littoral commencée par les Italiens : habitations évacuées, arbres arrachés dont, en avril 1944, les magnifiques pins parasols de La Foux, construction de murs antichars et de blockhaus, champs de mines, etc. La Résistance fait tout son possible pour freiner ces travaux : sabotage d'une pelle mécanique le 18 mars 1944 (par Marko Celebonovich, chef de secteur FTP) et d'une grue à sable à La Foux à la fin mai, sabotage d'un tracteur de l'usine de torpilles, du car des ouvriers et de plusieurs moteurs de la scierie Candau dans la seule nuit du 30 avril au 1^{er} mai. Le village est vainement fouillé le lendemain de 10 heures 30 à 17 heures 30, tandis que la population est rassemblée sur la place de la mairie. Les résistants participent aussi à la protection des opérations par sous-marins qui ont lieu à Ramatuelle dans le courant de 1943.

Après le 6 juin 1944, malgré la densité de l'occupation - assurée en partie par le 807^e régiment de troupes « allogènes », originaires de l'Azerbaïdjan soviétique - les actions ne se ralentissent pas. Elles sont le fait du maquis « volant » - le détachement *Valmy* - dirigé par Macario (alias capitaine *Bienvenu*), qui stationne au Val d'Astier. Il bénéficie de l'aide du lieutenant François Pelletier, officier parachuté dans le Vaucluse en mars 1944 et envoyé par Alger pour assurer la liaison par vedettes rapides entre le continent et la Corse libérée. Pelletier s'est d'abord appuyé à Cogolin sur un petit groupe de résistants - en particulier Jean Patachini, mutilé de la Première Guerre mondiale et son épouse - liés à l'ORA, mais il intègre ses hommes à la Brigade des Maures. C'est grâce à sa liaison radio qu'est obtenu le parachutage effectué aux Rabassières (commune de la Mole) dans la nuit du 14 au 15 juillet 1944. Il sert à armer les trois maquis de la Brigade des Maures, dont celui de Macario (trois mitrailleuses, quarante fusils, vingt mitraillettes et trois cents grenades). À ce moment-là, la Résistance constitue un véritable contre-pouvoir qui bafoue le couvre-feu que les occupants tentent d'imposer. Elle tend des embuscades à ses patrouilles (par exemple le 18

juin, un sous-officier allemand est abattu à Saint-Maur) et élimine des collaborationnistes notoires (PPF et agents de la « Gestapo », dont les redoutés Kistner et Laboirie, route de La Mole). Devant cet état de choses, les Allemands réagissent par une répression qui suscite l'angoisse, mais qui reste, par chance, mesurée. Le 19 juin, le village est cerné, perquisitionné, sa population rassemblée, mais en vain. Il n'y a pas de délation. Avec l'aide de leurs auxiliaires français du PPF, qui connaissent bien les lieux, les Allemands investissent Cogolin à nouveau le 30 juillet après le meurtre d'un sous-officier allemand à Saint-Pons-les-Mures. Les maisons sont fouillées et parfois saccagées, tous les hommes de plus de quinze ans sont contrôlés sur la place du village et quatre otages sont emmenés à Brignoles où ils resteront plusieurs jours. Le 7 août, dans la hantise d'un soulèvement couplé au débarquement attendu, les Allemands s'emparent des postes TSF. Les résistants d'origine arménienne du village ont pris contact avec des soldats arméniens sous uniforme allemand qui occupent le littoral aux côtés des Azéris et dont une partie est prête à basculer du côté des résistants.

Le 15 août, alors que la côte est canonnée par l'armada alliée, les maquisards assurent notamment la reddition de la batterie de Trémouriés, tenue par des Azéris, et la libération de la localité dès le matin. Les Américains débarqués à La Croix-Cavalaire arrivent en début d'après-midi. La commune est l'une des têtes de pont des Alliés. Le 16 en fin d'après-midi, la plage de La Foux est le lieu de rassemblement d'une partie des troupes françaises, celles de la 3^e division d'infanterie algérienne (DIA) commandée par le général de Monsabert, mais, au début de la nuit, une dizaine d'avions allemands bombarde les troupes en train de débarquer, faisant 80 morts dans leurs rangs.

D'après la demande de la Croix de guerre de la commune, la plaine s'est transformée en « un immense dépôt de matériel, véhicules de toutes sortes, ravitaillement, munitions et stationnement des troupes » jusqu'au 15 octobre 1944 et les routes sont défoncées par la circulation des armées. Sigismond Coulet est replacé à la tête de la commune avec des représentants de la Résistance au sein du conseil. Il a accueilli, le 17 août, le général de Lattre de Tassigny qui établit ici son premier PC d'où il prépare la bataille pour Toulon. Fait citoyen d'honneur de la bourgade, De Lattre qui a signé le registre de délibérations municipal, reviendra en 1945 pour participer aux fêtes de la Libération.

Documents

Sur la libération de Cogolin, outre les plaques commémoratives et le registre de délibérations municipales, on pourra se reporter au témoignage du maire, Sigismond Coulet, publié dans *Provence Historique*, numéro spécial, “ La Provence de la Résistance à la Libération ”, tome XLIV, fasc. 178, octobre-décembre 1994, p. 537-549 (lettre du 16 août 1944 à ses enfants).



Cogolin, plaque de la Libération
(© J.-M. Guillon).



Cogolin, plaque du PC
du général de Lattre
de Tassigny
(© J.-M. Guillon).

LA CROIX-VALMER

Population en 1942 : environ 990 habitants (dont 300 considérés comme « population flottante »), 120 agriculteurs, 13 artisans, 52 ouvriers, 25 commerçants ; 11 prisonniers de guerre et 31 anciens combattants.

Autre source : 900 habitants en novembre 1942, 570 en mai 1944.

Cette jeune commune, créée en 1934, vit dans la proximité de Cavalaire avec laquelle elle possède de nombreux points communs, à commencer par la composition de sa population. Aussi y trouve-t-on les mêmes tensions. Dès l'automne 1940, un noyau de résidents très pétainistes commence par dénoncer le maire qui serait « lamentable » (sans parvenir toutefois à le faire remplacer), ainsi que le garde champêtre. Il continue par la suite, dans le cadre de la section locale de la Légion des combattants, en mettant en cause l'instituteur qui serait « rouge » et l'abbé Hélin qui les hérissent par ses prêches gaullistes. Et, antienne classique dans le milieu xénophobe, les étrangers seraient favorisés par rapport aux Français (leurs enfants bénéficieraient d'inscriptions en colonie de vacances avant ceux des Français...). Les sources disponibles ne permettent pas de savoir quel est le poids dans la commune du domaine de La Croix, dont le régisseur, président de la section de la Légion des combattants, est proposé en vain au préfet pour succéder au maire. L'occupation italienne est le fait d'une compagnie d'*alpini* du groupe d'artillerie Val Tanaro. Au moment de l'occupation allemande, ce sont des troupes d'Ost-Légion qui contrôlent le secteur. Aux dires du maire, en 1949, la commune aurait bénéficié de l'attitude compréhensive du capitaine allemand Weber qui n'aurait pas ordonné toutes les destructions prévues. La résistance locale, assez modeste semble-t-il, est surtout orientée vers le renseignement sur les installations de défense des occupants. Cependant, l'architecte parisien Marc Raynaud y réside avant de s'installer à Saint-Tropez. La Brigade des Maures, formée au printemps 1944 sous sa direction, y possède des éléments.

Bombardée ou mitraillée par les avions alliés entre le 12 et le 14 août, La Croix-Valmer se trouve en plein dans la zone de débarquement de la 3^e division d'infanterie américaine (secteur *Alpha*) avec les plages de Pardigon et de Gigaro. Elle est l'une des premières communes libérées le 15, puisque les Allemands se sont repliés dans la nuit. La plage de Pardigon accueille à partir du 16 une grande partie de l'Armée B du général de Lattre de Tassigny (1^{re} DFL, puis 9^e DIC) et ses alentours abritent les vastes cantonnements nécessaires à sa réception.

LA GARDE-FREINET

Population en 1942 : 1 132 habitants dont 216 agriculteurs, 18 artisans, 69 ouvriers, 15 commerçants ; 19 prisonniers de guerre et 75 anciens combattants.

Perché sur la crête des Maures, le village des bouchonniers appartient à l'aire de la Résistance du Golfe. Il est un lieu de refuge pour ceux que le régime de Vichy ou les nazis menacent. Plusieurs familles de juifs s'y cachent. Ainsi la famille Morgenstern, qui a fui la dictature en Hongrie et qui, de Paris, a atterri à Saint-Tropez au moment de l'exode de 1940 et a fini par trouver refuge dans un des hameaux de la commune. Il est à noter que le maire César Courtès aurait refusé de recenser les juifs de son village. La population ne connaît pas les divisions des communes du littoral. Aucun groupe de revanchards sectaires ne s'y manifeste. La municipalité, républicaine modérée, reste d'ailleurs en place et il faut attendre le 21 mai 1944 pour que le maire menace de démissionner en invoquant des problèmes de santé provoqués par une charge de travail accrue. En réalité, comme beaucoup de maires, il doit faire face à la question des réquisitions de main d'œuvre pour le travail sur la côte ; et l'organisation des tours de rôle est un casse-tête qui le met sous la menace des Allemands et sous le feu des critiques des habitants

Village refuge, La Garde-Freinet et ses hameaux (La Mourre en particulier) le sont aussi pour les maquis. Durant l'été 1943, le camp FTP *Faïta* stationne non loin du village, où il trouve des complicités, à la fois dans la population et parmi les réfugiés, juifs ou espagnols, qui s'y trouvent. Les occupants italiens tentent de débusquer les maquisards en mettant le feu à ce secteur des Maures en juillet 1943^M. Même lorsque les maquisards déplacent les camps dans la région de Saint-Maximin à l'automne, ils continuent à effectuer des missions dans les Maures. Les gendarmes de Grimaud, qui se sont montrés hostiles, l'apprennent à leurs dépens le 23 décembre 1943, puisque les maquisards les délestent de leurs uniformes, sur la route, non loin du village... L'assassinat dans des conditions horribles du syndic de la Corporation paysanne et conseiller municipal Sylvain Bertrand et de son ouvrier, Joseph Guy, le 28 juin 1944, quartier du Pré-de-la-Lonne, n'a rien à voir avec la Résistance. Il fait suite à une altercation avec les 5 ouvriers (ex-soldats italiens) qu'il employait. Ce meurtre provoque en tout cas une vive émotion. Il souligne l'insécurité qui règne dans les campagnes à cause des troupes d'occupation, responsables des nombreux vols signalés dans les fermes.

M. Le 12 et le 13 juillet, le feu ravagea 4 000 ha entre La Garde-Freinet, Plan-de-la-Tour, Grimaud et Les Mayons.

La Garde-Freinet,
un char américain,
sur le Boulevard de
l'Esplanade,
quelques jours
après le 15 août 1944
(collection privée).



À la suite de la mobilisation de la Résistance provoquée par le débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, la Brigade des Maures constitue un maquis composé de résistants de l'AS près de La Mourre. Il se trouve sous la responsabilité de Jean Despas et du lieutenant François Pelletier *Ruben*. Mais, celui-ci, trahi par l'un de ses compagnons, un officier parachuté comme lui, est arrêté le 24 juillet à Saint-Tropez avec le major américain Muthular d'Errecalde. Dès le lendemain après-midi, dénoncé par le même individu, les Allemands investissent le hameau et ses alentours à la recherche du Maquis. Despas a eu la présence d'esprit de le déplacer juste avant. Les habitants de La Mourre, malgré les destructions et les sévices subis par la famille Bonissone, gardent le silence. Les Allemands s'emparent seulement de quelques armes récemment parachutées près de Cogolin. Le 30 juillet, assistés de leurs auxiliaires du PPF, ils reviennent prendre des otages dans tout le secteur. La Garde-Freinet n'est pas épargnée, onze de ses habitants sont raflés et emprisonnés à Brignoles, où se trouve l'état-major de la 242^e division qui commande les unités du secteur.

Le village est libéré au soir du 15 août. César Courtès et son deuxième adjoint Louis Sénéquier, qui l'a remplacé à la tête de la commune le 12 juin 1944, participent à la délégation municipale que la Résistance a mise en place.

GASSIN

Population en 1942 : 547 habitants, dont environ 250 agriculteurs, 30 ouvriers, 4 commerçants ; 15 prisonniers de guerre et 50 anciens combattants.

Autre source : 600 habitants en novembre 1942, 540 en mai 1944.

Bien que perché sur les hauteurs, le village ne se tient pas à l'écart de l'activité du secteur, d'autant moins que l'usine de torpilles est située sur son territoire et que son personnel constitue un des principaux foyers de recrutement pour la Résistance, surtout à partir du moment où pèse sur lui la menace du travail en Allemagne.

L'activité de l'usine connaît des hauts et des bas depuis la défaite de 1940. Dirigée par l'amiral Chantre, elle emploie de 4 à 500 salariés à la fabrication de matériel civil, notamment des gazogènes. En janvier 1943, il n'y a presque plus de travail et l'usine est obligée de fermer un jour par semaine car le contingent d'électricité dont elle dispose est limité. Le personnel craint l'envoi en Allemagne, mais les Italiens, qui occupent désormais la région, passent commande de pièces détachées pour torpilles. Le travail se fait à un rythme très lent... Lorsque l'occupation devient allemande, c'est à nouveau la peur de la réquisition. Les Allemands exigent que la direction dresse une liste de requis. Une première rafle d'ouvriers a lieu le 6 octobre 1943, une quinzaine sont pris. Le 9 octobre, 34 ouvriers menacés de départ pour l'Allemagne prennent la fuite. Mais la politique de l'occupant change. Même s'il prélève des machines pour en équiper ses usines, il choisit de faire travailler l'usine en commandant la remise en état de vedettes, de péniches, de remorqueurs ou la fabrication de mécanismes de déclenchement. Il fait aménager un atelier spécialement consacré à la mise au point d'une torpille très secrète à ultra-sons, à direction basée sur les vibrations des bateaux. L'usine est protégée par deux petits canons. Elle est surveillée de près par la Résistance et les informations sur son travail sont transmises à Londres par les agents des réseaux de renseignements qui s'y trouvent.

C'est à Gassin que se situe la première action ostensible des FTP du maquis formé dans les bois de Sainte-Maxime-Roquebrune. Dans la nuit du 29 au 30 mars 1943, ils « récupèrent » dans la mairie deux fusils, des tampons qui serviront pour établir de faux papiers d'identité, des œufs collectés au titre des réquisitions, une centaine de cartes textile, une machine à écrire, une liasse de papier, 500 F, etc. Ils ont tracé sur le mur : « A bas les Boches, les patriotes mangeront et combattront jusqu'à la victoire. Vive la France ». Sans aucun doute, ils

Gassin, plaque de la
Libération
(© J.-M. Guillon).



bénéficient de complicité dans la commune. Quelques mois après, en décembre, alors que le maquis, beaucoup plus important, s'est déplacé dans le Centre-Var, les maquisards reviennent prendre les tickets de ravitaillement du village. Ce sont eux qui exécutent aussi un « collaborateur » de la commune.

Alors que le maquis, devenu 1^{re} C^{ie} FTP de Provence, s'est déplacé dans les Basses-Alpes, un camp de triage pour réfractaires au STO est organisé sous la responsabilité du Niçois Émile Gaffino au domaine de Barbeyrolles, propriété de Donatien Moulton, sujet britannique et résistant notoire dont le nom figure sur la liste des résistants dressée par les Allemands le 27 septembre 1943. Plusieurs dizaines

de réfractaires passent par là, avant de rejoindre les Basses-Alpes, jusqu'à ce que les Allemands interviennent, le 21 février 1944. Malgré deux arrestations, la quarantaine de jeunes présents peuvent s'échapper, ainsi que Moulton et Gaffino qui vont se réfugier dans le Haut-Var. La Résistance continue cependant. Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 1944, la voie de chemin de fer est sabotée. Les résistants du village intègrent la Brigade des Maures et participent aux actions qui précèdent le débarquement du 15 août. Le débarquement est attendu depuis plusieurs mois, à preuve cette lettre que le maire envoie au préfet le 18 février 1944 pour lui demander quelles archives emporter en cas de débarquement anglo-américain ...

Le village est libéré le 15 vers 10 heures par les Américains (2^e bataillon du 7^e RIUS) venant de La Croix, alors que les Allemands réfugiés dans le clocher se sont enfuis. Le maire ayant démissionné en avril 1941, il a été remplacé par Henri Montanard, adjudant de gendarmerie à la retraite, socialiste, favorable à la Résistance. C'est lui qui préside la délégation municipale que la Résistance a mise en place.

GRIMAUD

Population en 1942 : 1 255 habitants dont environ 400 agriculteurs, 5 artisans, 75 ouvriers, 10 commerçants ; 22 prisonniers de guerre.

Autre source : 1 300 habitants en novembre 1942, 990 en mai 1944.

Dans la nuit du 30 septembre 1941, deux étudiants de Sainte-Maxime, militants d'extrême droite, qui se sont fait remarquer par leur activisme, dégradent à coups de marteau le buste d'Émile Bernheim, qui se trouve devant la chapelle du domaine de Beauvallon en laissant une affiche à la gloire du maréchal Pétain, des tracts antisémites, et une inscription « Vive la France ». Ils ne seront pas inquiétés. Le Domaine, fondé en 1912 par Émile et Edmond Bernheim et loti dans l'Entre-deux-guerres au profit de riches industriels, médecins, artistes ou écrivains, retient surtout l'attention par les personnalités qui y séjournent. L'écrivain et essayiste Edmond Fleg, l'une des grandes figures intellectuelles du judaïsme français, marié à Madeleine Bernheim, y passe et y fait tenir une session des Éclaireurs israélites de France. Son fils, Daniel, dont il publie le journal à Avignon en 1941, y est mort en 1939^N. Georges Navel, ouvrier saisonnier et libertaire, travaille à côté du domaine et c'est Paul Géraldy, écrivain à succès, qui y possède une villa et à qui il livre du bois, qui l'encourage à écrire *Travaux*, une magnifique évocation de la condition ouvrière, publiée en 1945. Il n'est pas sûr que Berty Albrecht, amie du capitaine Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat (dont la mère réside à Sainte-Maxime), principale organisation clandestine de zone non occupée, y soit revenue pendant la guerre, mais son fils s'y trouve et fait du maraîchage. Il est en tout cas certain que Jean Moulin y a fait quelques séjours avant et après son premier voyage à Londres (dernier trimestre 1941), profitant de l'hospitalité que lui donne Antoinette Sachs, l'amie de l'écrivain Paul Géraldy.

Le village, quant à lui, participe de la très active Résistance organisée autour du Golfe. Il garde les caractéristiques d'une commune varoise vivant surtout de la forêt et de l'agriculture. Le maire Auguste Martin, socialiste indépendant, n'a pas manqué d'être attaqué par la Légion des combattants, qui est dirigée par ses adversaires. Comme d'autres maires républicains modérés, il a été maintenu en place par le préfet Lahilonne, très hostile aux réactionnaires. Il sera favorable à la Résistance. Malgré les internements qui les ont touchés en 1940, des militants communistes, dont le coiffeur (et ancien interné) Alcide Graziani et sa femme, aident le maquis des Maures à se constituer en 1943. C'est à Grimaud que leur neveu, Paul Rossi, FTP dans la région parisienne, est venu se réfugier avant de

^N. Son autre fils, Maurice, était mort à la guerre le 21 mai 1940. Le père et le fils sont inhumés au cimetière de Grimaud.

participer à la fondation de ce maquis. Menacé d'arrestation, Graziani doit quitter le village au printemps 1943 et passer dans la clandestinité. Muté dans la région lyonnaise, il sera arrêté et exécuté près de Bourg-en-Bresse, le 11 mai 1944. Autour de l'entrepreneur Marius Conchiglia s'est constitué en même temps un noyau gaulliste, relié au mouvement Combat, puis aux MUR et à l'AS. Les uns et les autres participent au ravitaillement du maquis, comme plus tard à la création de la Brigade des Maures. Conchiglia protège plusieurs réfugiés juifs, des enfants en particulier. Pourtant, les occupants exercent une surveillance sur les localités du secteur. Les Italiens ont dressé une liste, alimentée probablement par des soutiens locaux, et l'un des principaux agents de la « Gestapo » de Draguignan, Gaby Thibaud, quelques mois après, va essayer d'extorquer des informations sur les « terroristes » à un contact dont elle n'obtient rien. C'est le bataillon des *alpini* Val Pellice qui occupe le secteur au temps des Italiens. Le commandement du 167^e régiment côtier y installe son état-major. Avec les Allemands, la présence occupante est surtout le fait des troupes allogènes de l'Ost-Legion.

Le terroir de Grimaud est le théâtre de nombreux coups de main de la Résistance : sabotage du transformateur de Saint-Pons-les-Mûres le 15 mars 1943 par les FTP (Macario et Graziani), coupures à plusieurs reprises de poteaux électriques de la ligne à haute tension en octobre, sabotage de matériel Todt, vols répétés de tickets de ravitaillement pour la Résistance (avec la complicité du personnel de la mairie), attaque du car Draguignan-Saint-Tropez, notamment le 5 juillet 1944 (prise de 220 kg de tabac). Dans la nuit du 14 juillet 1944, de jeunes résistants parviennent à hisser le drapeau tricolore sur le donjon du château et sur le clocher. C'est non loin du village, près des Trois-Ponts, que Marco Celebonovitch abat un soldat allemand, le 28 juillet 1944. Comme à La Garde-Freinet et à Cogolin, les Allemands et leurs auxiliaires français du PPF investissent le village le 30 juillet vers midi, rassemblent les hommes sur la place principale, perquisitionnent, prennent sept otages dont le maire et les conduisent à la prison de Brignoles. Au cours de l'opération, ils blessent grièvement Charles Bérenguier qui tentait de se cacher et qui mourra des suites de ses blessures.

Le littoral est bombardé à partir du 12 août en prélude au débarquement du 15 août. La plage de Grimaud se trouve dans le secteur de la 45^e DIUS. Le village est libéré le soir, à 17 heures. Les résistants locaux participent aux opérations. Ils empêchent notamment le sabotage des bassins d'alimentation en eau par les Allemands, permettant ainsi le ravitaillement ultérieur des troupes débarquées. Le maire Auguste Martin est maintenu à la tête de la municipalité.

LE LAVANDOU

Population : 2 000 habitants en novembre 1942, 1 610 en mai 1944.

La station estivale et les hameaux que chacune de ses criques abrite sont fréquentés depuis la fin du XIX^e siècle par des artistes, des industriels, des intellectuels. Elle est devenue avant-guerre l'un des points de chute de réfugiés antinazis d'origine allemande ou autrichienne, attirés par la présence de l'écrivain autrichien Emil-August Rheinhardt. C'est chez lui, dans sa villa « Les Chênes », que vient habiter dans l'été 1940 le fils de Thomas Mann, Golo, mais Rheinhardt refuse de partir avec lui aux États-Unis, comme il le refusera par la suite, sous divers prétextes, mais se sentant, dira-t-il, « Européen incurable ». De nombreux réfugiés français de zone occupée, notamment de la région parisienne, s'y replient après la défaite, comme le publicitaire Marcel Bleustein-Blanchet, avant de partir dans les Alpes-Maritimes et de gagner la France libre. Certains y ont déjà une résidence. C'est le cas de l'homme d'affaires André Faraggi avec son château du cap Nègre. Replié dans le Var, entretenant de bonnes relations avec les autorités, il fait construire une usine de carburant synthétique à partir des sarments de vignes à La Farlède. Parmi ces réfugiés, les juifs sont la cible des militants du PPF qui viennent régulièrement de Hyères en avril-mai 1941 pour créer des incidents. Proférant des injures antisémites, ils prétendent les contrôler et s'en prennent particulièrement à Abraham Schrameck, ancien préfet des Bouches-du-Rhône, ancien ministre de l'Intérieur, astreint à résider au Lavandou entre décembre 1940 et octobre 1941. Les mêmes attaquent le maire, le très modéré Albert Bluzet (néo-socialiste), et son adjoint Ulysse Richard, franc maçon et effectivement gaulliste. Bluzet subit aussi les dénonciations des pétainistes les plus virulents, mais il compose avec le régime. Maintenu à la mairie, il acceptera de figurer au conseil départemental mis en place en 1943. Le 4 juillet 1941, au cours d'un rassemblement de la JFOM (Jeunesse de France et d'Outre-Mer), autre mouvement d'extrême droite (qui, plus tard, s'intégrera à la Milice), un réfugié de Lorraine a le courage de crier « Vive de Gaulle » alors qu'un avocat venu de Nice est en train de discourir. Il est aussitôt violemment molesté. Mais l'un des agresseurs qui se faisait remarquer par ses propos antisémites et antigauillistes est lui-même corrigé, quelques jours après, le 27 juillet au soir, par des jeunes du Lavandou au cri de « Vive de Gaulle ! ». On en inculpera neuf, parmi eux, Paul Louis qui mourra en déportation et qui, pour l'heure, participe à la reconstitution du parti communiste dans le secteur. En contact avec les résistants hyérois et ceux du Golfe, les militants du Lavandou contribuent à la constitution du FN dont la présence précoce est signalée par des papillons et des affiches comme celles qui appellent à manifester le 1^{er} mai 1942.



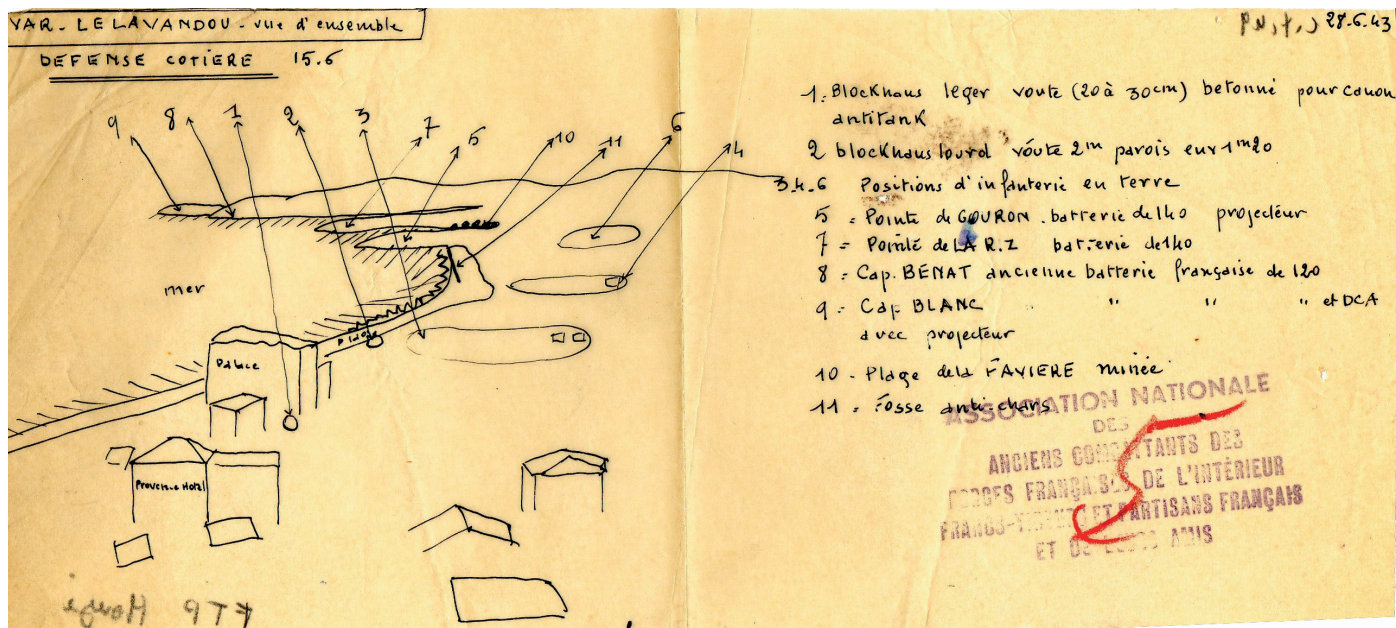
Le Lavandou, La Fossette, stèle pour l'embarquement du général Giraud
(© J.-M. Guillon).

Le Lavandou, port et barbelés (brochure Côte d'Azur, champ de bataille, 1945).



Au Lavandou, non loin des pyramides anti-chars rassemblées sur le port, cette terrasse qui domine la digue détruite, c'est tout ce qui reste d'une villa rasée par les Allemands. Une parmi tant d'autres...

En avril 1942, le capitaine Fourcaud, l'un des premiers envoyés en France du BCRA (le service de renseignement de la France libre), détenu à l'hôpital militaire de Clermont-Ferrand, est autorisé à venir en convalescence à Cavalière, sous le contrôle de la Surveillance du Territoire. Il y reste jusqu'en juillet, mais s'évade peu après et passe en Suisse. Quelques semaines après, le 23 juin, un autre officier parachuté en France, Pierre Hélicher, envoyé par le SOE (le service action des Britanniques) dans la région de Limoges, lui aussi autorisé à séjourner au Lavandou, parvient à s'échapper. Ces évasions attestent les connexions que divers réseaux de la Résistance ont établies ici. C'est d'ailleurs la discrétion des lieux et les possibilités d'hébergement qu'ils offrent qui conduit l'état-major du réseau de renseignements *Alliance*, dirigé par Marie-Madeleine Fourcade, à s'y replier. Il y prépare le départ pour l'Algérie du général Giraud qui s'est évadé d'Allemagne et sur lequel les Américains souhaitent s'appuyer. Celui-ci arrive le 4 novembre au soir à la villa *L'Aigado* à La Fossette, avec les capitaines Beaufre et Viret. Étant donné l'état de la mer, l'embarquement est reporté à la nuit du 5 au 6 novembre. Il a lieu à partir de la petite plage avec la barque de Jules Crest, pêcheur du lieu, qui, avec le *Milan III*, conduit le général jusqu'au sous-marin *Séraph*. *Alliance* tente de rééditer une opération d'embarquement avec onze partants en février 1943, mais échoue. L'installation du réseau a été facilitée par Ulysse Richard. Cet ancien combattant, contrôleur principal des contributions directes, est membre du mouvement clandestin Franc-Tireur. Il est arrêté par la police politique italienne en juin 1943 et restera emprisonné pendant un an, sa femme et sa fille étant elles-mêmes arrêtées par les Allemands en février 1944.



La répression, italienne puis allemande, porte des coups très durs à la Résistance locale. Fin avril 1943, l'OVRA arrête Emil August Rheinhardt pour avoir distribué des tracts aux soldats italiens et cherché à recueillir des renseignements. Emprisonné d'abord à Hyères, il est torturé à la villa Lynwood de Nice, avant d'être emprisonné en Italie. La description que l'un de ses codétenus, le lieutenant de la Légion étrangère Flavian, en a laissé est édifiante. Repris par les Allemands, Rheinhardt mourra en déportation à Dachau. La kommandantur locale réclame au maire des listes de noms. Albert Bluzet refuse de lui fournir ceux des communistes et des anciens officiers résidant dans la commune ; il lui fait passer cependant la liste des étrangers et, pour les juifs qu'elle exige également, il répond que tous ceux qui ont été recensés en 1941 sont partis sauf deux dont les identités sont données.

En dépit des risques, les résistants locaux fournissent de nombreux renseignements aux réseaux sur les installations de défense que l'armée italienne, puis l'armée allemande construisent le long du littoral. Tout un lot de petits billets, datés de juin-juillet 1943 et transmis au Service B des FTP, ont été miraculeusement conservés (alors qu'ils auraient dû être détruits) et donnent une idée de cette activité et de la précision des informations collectées. De son côté, André Faraggi informe probablement les services spéciaux français sur les batteries du cap Nègre. Il aurait effectué des sabotages de batteries allemandes à la veille de la Libération. Les résistants de la commune participent aussi à l'aide aux maquisards FTP du camp *Faïta*. Plusieurs de ces résistants sont arrêtés dans la nuit du

Le Lavandou,
15 juin, plan (A. D.
Var, fonds Jean-Marie
Guillon).

8 au 9 février 1944 par la « Gestapo », piégés par Kistner, l'un de ses agents. Outre l'épouse et la fille d'Ulysse Richard, figurent parmi eux Claude Marmier, chef du groupe de résistance, chez qui une liste de noms a été trouvée. Plusieurs d'entre eux - Joseph Boglio, le receveur des postes Clairin, François Touze - mourront comme lui en déportation.

L'occupation allemande accélère les travaux de mise en défense de la côte. La commune doit fournir près de 150 requis. Le 15 mai 1944, les 49 qui ont été envoyés à La Londe refusent de retourner au travail car ils n'ont pas été relevés, alors que, normalement, il doit y avoir rotation. Une ligne de tétraèdres barre la plage. La construction du « mur de la Méditerranée » est non seulement surveillée par la Résistance, mais elle est aussi la cible d'attentats. Les FTP de la Brigade des Maures effectuent plusieurs sabotages de matériel Todt, par exemple à Cavalière le 25 avril 1944, en endommageant par explosif le moteur du treuil d'une entreprise qui travaille pour les Allemands. C'est un régiment d'« allo-gènes » d'origine arménienne, composé d'anciens prisonniers soviétiques, qui tient le littoral de la commune. Le groupe arménien des FTP d'origine étrangère (FTP-MOI) l'a infiltré au point de préparer sa désertion massive. Dirigée par la direction régionale FTP, l'opération a été fixée au 13 juillet. Sans doute découverte, elle ne peut avoir lieu, mais elle a probablement contribué à ce que les troupes débarquées ne se heurtent pas à une résistance très forte, sauf à Cavalière. On sait que c'est dans la nuit du 14 au 15 août que les Commandos d'Afrique ont posé le pied sur le terroir du Lavandou pour s'emparer de la batterie du Cap Nègre. À 23 heures, le commando de reconnaissance Rigaud a débarqué, suivi par les 75 hommes des deux groupes d'assaut (Texier et Ducournau) arrivés eux au pied de la falaise. C'est au cours de l'escalade que l'adjudant-chef Noël Texier est tué. Le cap est nettoyé à 1 heure 45. Dès le 15 au matin, les Allemands détruisent les jetées du port. Les habitants du Lavandou vont vivre des instants dramatiques. Bombardés depuis le 12, ils doivent évacuer le chef lieu dans la nuit du 15 sur ordre des Allemands ; 800 personnes s'éparpillent dans les alentours. Dans leur avancée, les Commandos d'Afrique repoussent d'abord une attaque venant de Cavalière, puis se heurtent, le 16, à une batterie lourde qui bloque l'accès à La Fossette. Le capitaine Thorel et son ordonnance M'Bark sont tués et leur tombe, en associant symboles chrétien et musulman, souligne le caractère composite des commandos, caractère qui est aussi celui de l'armée de Lattre en train de débarquer. La Fossette et Saint-Clair sont libérés le 16 au soir après combat au corps à corps à la pointe de Layet. Au chef-lieu, les Allemands exercent des représailles sur la population après que les résistants ont abattu un capitaine, commandant une batterie côtière sur la route de Bormes. Ils prennent 300 otages dans le quartier du cimetière le 16 au soir, qu'ils conduisent vers Bormes en menaçant d'en exécuter s'ils sont attaqués par la Résistance.

Dans la nuit, une section des Commandos d'Afrique tente de se porter au secours de ces otages et parvient au Lavandou, après avoir mis hors de combat neuf Allemands dans une embuscade, mais ce sont finalement les Américains passés par les collines qui parviennent à les libérer, guidés par une trentaine de sapeurs-forestiers du lieutenant Boudouresque. Le Lavandou accueille donc ses libérateurs le 17 au matin, mais trois habitants sont morts par suite des combats. La Résistance désigne une délégation municipale, dont la présidence est d'abord assurée par Ulysse Richard, mais son statut professionnel ne lui permet pas d'y rester. La nécessité de le remplacer provoque des remous. Ses coéquipiers démissionnent. C'est non sans difficulté qu'une deuxième délégation, orientée plus à gauche, est mise en place.



Le Lavandou,
La Fossette,
tombe-monument
Thorel-Ben Ba'kr
(© J.-M. Guillon).

LA MOLE

Population en 1942 : 901 habitants^O (545 en 1936), dont 156 agriculteurs, 1 artisan, 50 ouvriers, 5 commerçants ; 7 prisonniers de guerre et 48 anciens combattants.

Autre source : 600 habitants en novembre 1942, 210 en mai 1944.

Cette commune des Maures est partagée entre son chef-lieu, à l'intérieur des terres, et la section littorale du Rayol-Canadel qui n'est pas encore devenue commune, bien qu'elle manifeste déjà des velléités d'indépendance sous l'impulsion de résidents aisés qui ont commencé à s'y établir.

Comme dans les communes voisines, des réfugiés, fuyant la zone occupée et donc souvent hostiles aux Allemands, s'y installent après la défaite de 1940. Le 23 juin 1941, une jeune fille de 17 ans, d'origine juive, est surprise en train de tracer un V sur une voiture de la commission d'armistice allemande. Le 20 juillet suivant, une autre voiture allemande est retrouvée couverte de V et de F avec une vitre brisée. Parmi ces réfugiés, se trouve l'avionneur Henry Potez qui a replié son siège social au Rayol en avril 1940 avec seize employés et son homme d'affaires, Abel Chirac. Potez connaît bien André Faraggi qui, avant de résider au Cap Nègre, a représenté ses intérêts au Maroc. C'est également au Rayol que se trouve le capitaine de vaisseau Trolley de Prévaux. Ce pionnier de l'aéronautique navale, qui a contribué à éviter à la flotte d'Alexandrie de connaître le sort de celle de Mers-el-Kébir, a été affecté à Toulon au tribunal maritime, ce qui ne lui convient pas et le conduit à se retirer dans la villa qu'il possède ici. C'est en effet l'un des rares officiers supérieurs de la Marine de métropole qui va s'engager activement dans la Résistance. Entré dès 1941 dans le réseau de renseignement interallié F2 (créé par des officiers polonais avec l'appui de l'Intelligence Service), il devient le responsable de son sous-réseau Marine, recrute des agents le long de la côte des Maures, comme Jean Despas ou Madame Gilbert-Dreyfus de Saint-Tropez. Entré en clandestinité en 1943, il sera arrêté en mars 1944 et fusillé à Lyon le 19 août avec sa femme Kalo, d'origine juive polonaise qui l'assistait dans son travail clandestin. Une rue du Rayol porte son nom. Henri Potez est lui aussi arrêté par la police allemande de Marseille en septembre 1943 et incarcéré pendant deux semaines. Les Allemands entendent faire pression sur lui pour mettre la main sur ses établissements industriels de zone Nord. De leur côté, les résistants de La Mole aident les maquisards de la 1^{re} C^{ie} FTP. C'est sur leurs indications qu'ils viennent « récupérer » à plusieurs reprises des tickets d'alimentation, notamment les 18 et 19 novembre 1943, au chef-lieu et au Canadel. La ferme de Marius Viout, Les Murennnes, cache des réfractaires.

^O. Erreur probable de la source ; 601 serait vraisemblable.

Le groupe de résistance local participe aussi à la Brigade des Maures dont les éléments armés abattent deux des plus dangereux agents de la « Gestapo » de Toulon, le PPF Roger Kistner et Raoul Laboirie dit Willy, à l'entrée du village le 16 juillet 1944. L'un de ses maquis, celui d'Alix Macario, circule de Pélassy au Val d'Astier. Au Rayol comme au Lavandou, les résistants ont établi des contacts avec des soldats arméniens qui occupent le secteur. Ils voient d'un mauvais œil certains riches résidents qui, sous couvert de double jeu, semblent frayer avec les officiers allemands installés villa Ganaud.

Les plages du Rayol et du Canadel jouent un rôle bien connu dans le débarquement du 15 août puisque c'est là que prennent pied les 600 Commandos d'Afrique, le commando précurseur au Rayol, puis plus tard, le gros de la troupe au Canadel. Guidés par des habitants, les hommes du détachement spécial de la section Girardon (3^e commando) parviennent dès 7 heures du matin au chef-lieu et surprennent les Allemands qui s'y trouvent, tandis que le 2^e commando contrôle le littoral et nettoie Le Rayol et le Canadel, libérés en fin de matinée. Pendant ce temps, le colonel Bouvet, commandant les Commandos, installe son PC à Biscarre. La liaison avec les Américains est établie vers 13 heures. Quelques jours après, le 18, c'est au tour du général Magnan, commandant la 9^e DIC, d'établir son PC à La Mole.

La Résistance locale a mis en place une délégation municipale. Le changement est radical, puisque la municipalité était dirigée par le châtelain du village, président de la Légion des combattants et d'orientation plutôt royaliste, mais hostile aux occupants et ayant aidé les Américains dans leur progression, tandis que la délégation l'est par le communiste Aristide Mansuis qui a été le responsable du groupe FTP local. Cette délégation se heurte vite aux ambitions d'Henry Potez et d'Abel Chirac, qui, avec l'aide de l'adjoint spécial, le commerçant du hameau (épicier - cafetier - restaurateur) et d'un autre industriel, entendent constituer une sorte de municipalité au Rayol au nom du Mouvement de Libération nationale. Le préfet, Henri Sarie, qui a été dans la clandestinité l'un des organisateurs du MLN varois et qui n'a jamais eu aucune connaissance de leur participation à la Résistance, refuse d'entériner cette prise de pouvoir en dépit des pressions qu'ils essaient d'exercer sur lui. Il suit en cela la population du lieu assez hostile à ces personnages, en particulier à l'adjoint. Entre autres monuments commémoratifs, c'est au Rayol que sont inhumés les treize morts des Commandos d'Afrique tombés le jour du Débarquement dans une nécropole inaugurée en 1946 et, de façon officielle, en 1958.

Bibliographie : GERMOND Jean-Daniel de, *Le Rayol. Le Canadel*, Barben-tane, Editions Equinoxe, 1999, 155 p. (éphémérides jusqu'en 1997 et récit du débarquement).

PLAN-DE-LA-TOUR

Population en 1942 : 725 habitants dont 244 agriculteurs, 15 artisans, 75 ouvriers, 29 commerçants ; 14 prisonniers de guerre et 59 anciens combattants.

Cette commune de viticulteurs et de forestiers, proche de Sainte-Maxime, paraît calme. Pourtant, comme dans les localités voisines, les opposants au maire Victor Bransiec (socialiste modéré et ancien franc maçon) n'hésitent pas à le dénoncer pour essayer de prendre sa place. Ils obtiennent la mise en place d'une délégation spéciale à la suite de sa démission. Cette délégation est vite l'objet de dissensions. Les dissidents écrivent directement à Pierre Laval en juin 1942 pour se plaindre, dénoncer l'ancien maire, les gaullistes et communistes du Plan qui sont, d'après eux, « nombreux ».

La commune n'échappe pas à l'activité de l'importante Résistance du Golfe. Les premiers contacts ont été pris par les MUR qui ont trouvé dans l'instituteur socialiste Jean Vatinet *Celtic* un responsable actif. Celui-ci recrute dans le canton de Grimaud et fait du renseignement avec ses amis pour le réseau de renseignement gaulliste Cotre. Il est en relation avec Jean Despas et le FN. Les maquisards trouvent des appuis dans la commune. Avec l'aide du secrétaire de mairie, ils viennent par deux fois mettre la main sur les tickets de ravitaillement ; le 25 février 1944, il s'agit des anciens du camp *Faïta*, devenu 1ère compagnie FTP de Provence et, le 22 juillet suivant, ce sont les maquisards de la Brigade des Maures (secteur *Leclerc*), mobilisée depuis juin 1944 dans l'attente du débarquement promis. Deux des maquis de la Brigade, celui de Thomas Darnac (Sainte-Maxime) et celui de Jean Despas à La Mourre (La Garde-Freinet) sont installés dans les environs du Plan, tandis que le centre médical de la Brigade des Maures, dirigé par le D^r Roy de Saint-Tropez, se trouve dans une ferme de la commune. Jean Vatinet participe au ravitaillement de ces maquisards en liaison avec Marc Rainaud, le chef de la Brigade, et le lieutenant François Pelletier *Ruben*. La Résistance réussit à organiser une imposante manifestation patriotique au monument aux morts le 14 juillet, quelques jours avant l'arrestation du lieutenant.

Un mois plus tard, le 15 août, à 12 heures 30, le village était libéré. Mais la Résistance avait perdu l'un des siens, Charles Ollivier, mitraillé par un avion, ainsi que le lieutenant Pelletier fusillé à Signes trois jours avant.

RAMATUELLE

Population en 1942 : 769 habitants dont 409 agriculteurs, 7 artisans, 26 ouvriers, 10 commerçants ; 34 prisonniers de guerre et 97 anciens combattants.

Autre source : 800 habitants en novembre 1942, 530 en mai 1944.

Perché au cœur de la presqu'île de Saint-Tropez, Ramatuelle paraît aujourd'hui bien loin de la fureur des événements de la guerre. Pourtant, la commune a participé pleinement à la Résistance du secteur, organisée autour du FN et des FTP, dirigés par Henri Ollivier et Maximin Giraud. Les maquisards du camp *Faïta* y ont donc des complicités. Elles leur permettent de venir mettre la main sur les tickets d'alimentation et une machine à écrire de la mairie le 27 septembre 1943. Un peu plus tard, les FTP qui ont établi un camp de triage pour réfractaires à Gassin, chez Moulton, ont fait des recrues parmi les jeunes de la localité. C'est pourquoi, le 21 février 1944, des soldats allemands accompagnés de deux Français de la « Gestapo » en civil à la recherche de réfractaires au STO perquisitionnent chez le receveur buraliste, arrêtent son fils et un ami, puis vont chez le maréchal-ferrant Martin (où ils volent argent et denrées) qu'ils arrêtent également, n'ayant pas trouvé son fils qu'ils recherchaient.

Mais il y a plus. Les criques de Ramatuelle offrent en effet un refuge aux opérations clandestines de débarquement et d'embarquement qui ont lieu à plusieurs reprises à partir de février 1943. Le territoire de la commune est donc un lieu majeur pour les liaisons entre la France métropolitaine et l'Afrique du nord libérée. C'est la raison pour laquelle y a été érigé en 1959 le monument des combattants de la Résistance des Services Spéciaux de la Défense Nationale. Ce rôle n'aurait pas été le sien si la Résistance locale n'avait pas fourni aux réseaux organisant ces liaisons l'appui solide dont ils avaient besoin. L'affaire commence dans la nuit du 6 au 7 février 1943 lorsque le *Casabianca*, sous-marin échappé de Toulon le 27 novembre 1942, dépose deux agents des services spéciaux d'Alger dirigés par le colonel Paillole, Guillaume et Caillot, et un agent des services américains (OSS), Fred Brown. L'atterrissage a été fait un peu au hasard, mais Ramatuelle devient le point de contact des liaisons par sous-marin (le « tube ») parce que les agents trouvent en Achille Ottou l'homme qui peut leur assurer la sécurité et, dans sa ferme, le refuge indispensable. Ottou participe au FN et peut donc les mettre en contact avec la Résistance locale. En théorie, la liaison a lieu une fois par mois lorsque la lune s'y prête. Elle échoue à diverses reprises, mais les résistants locaux n'en doivent pas moins assurer liaison, convoyage, protection et hébergement des candidats au départ. Leur charge est encore plus

Ramatuelle,
monument services
spéciaux
(© J.-M. Guillon).



lourde lorsqu'il y a échec. Les lieux voient défile de nombreuses personnalités en attente de départ vers l'Algérie, des officiers supérieurs en particulier, et davantage encore d'agents de la Résistance. La protection des opérations est assurée par les FTP du secteur ainsi que par le groupe de Brown, composé de FTP étrangers et de policiers de Toulon dirigés par le commissaire Michel Hacq. Assurée par les sous-marins *La Perle*, *L'Aréthuse*, *Le Marsouin*, cette liaison est interrompue tragiquement dans la nuit du 26 novembre 1943. Le groupe de 17 personnes qui s'apprêtait à l'embarquement à La Caissine est intercepté par une patrouille allemande car la Sipo-SD de Marseille est au courant des opérations grâce à un agent double. Alsfasser, envoyé du commandant Paillole, de retour d'une mission à Toulouse, est abattu en défendant ses camarades, le capitaine de corvette Pothuau et Jacques Israël *Mortier* (résistant de Sainte-Maxime qui doit faire connaître en Algérie les besoins de la Résistance du secteur) sont arrêtés le lendemain. Israël sera exécuté en juin 1944 aux Baumettes, Pothuau sera déporté. L'essentiel du groupe, la fille du général Giraud en particulier, peut échapper aux recherches grâce à la Résistance locale.

Par la suite, les liaisons sont prolongées de façon autonome (à l'écart de la Résistance locale) par le réseau américain *Azur*, au Cap Lardier. Trois opérations ont été effectuées ; la plus rocambolesque est celle qui, dans la nuit du 24 au 25 mai



Ramatuelle,
place Alsfasser
(© J.-M. Guillon).

1944, permet l'embarquement de deux chefs de la Résistance du Vercors (dont Eugène Chavant, le créateur du maquis) et le débarquement de deux agents alliés (le capitaine Riand et son radio Damprun). Or cette opération est réalisée par les hommes du Sipo-SD de Marseille qui ont infiltré le réseau. S'ils laissent partir les uns, ils cueillent les autres qui seront déportés. Au même moment et de façon totalement indépendante, le lieutenant François Pelletier, officier des services spéciaux d'Alger, organise au Virol une liaison qui, comme la précédente, s'effectue grâce à des vedettes venant de Corse. Pelletier s'appuie, lui, sur la Résistance locale dont il devient un élément important. Il assure plusieurs opérations à partir de mars 1944 avant d'être arrêté à Saint-Tropez le 24 juin, le jour même où une opération devait avoir lieu.

En dépit de tout, la Résistance participe à la mobilisation de juin 1944. Elle se manifeste ostensiblement le 14 juillet 1944 par un rassemblement devant le monument aux morts. Le territoire de Ramatuelle est bombardé en juillet-août. Sont visés les batteries et le phare de Camarat. Le 15 août, Ramatuelle est en première ligne puisque la plage de Pampelonne est l'une des plages du débarquement du secteur *Alpha*. C'est là que prennent pied les hommes de la 3^e Division américaine à 8 heures (1^{er} et 3^e bataillons du 15^e RIUS). À 8 heures 40, la plage est nettoyée. L'opération a coûté aux Américains 61 morts. Ils sont accueillis

par Despas, Ottou et Rocchia comme l’immortalise une photographie souvent reproduite. Des pontons sont installés pour permettre le débarquement de tanks destroyers. Le village, libéré à 10 heures du matin, a subi auparavant des bombardements et les tirs provenant du croiseur français *Georges Leygues*.

La municipalité qui est plutôt restée fidèle au Maréchal est en crise depuis le printemps 1944, les démissions en son sein se sont multipliées, à commencer par celle du maire qui a invoqué des raisons de santé. Elle est remplacée par une délégation municipale, tandis que le comité de libération est présidé par Achille Ottou.

Document

L’Affaire de Ramatuelle, 26 novembre 1943 (Archives de la justice militaire, Tribunal permanent des forces armées LYON carton n° 822 7/10, document aimablement communiqué par M. Le Goarand de Tromelin).

Rapport du 20 juin 1946 du sous-lieutenant MARCHAL Marcel, des services de Documentation Extérieure et Contre Espionnage.

« Objet : Liaison sous marine du 26 novembre 1943

Faisant partie d’une organisation de résistants (ORA – SERVICE DE SECURITE MILITAIRE), sous les ordres du Colonel VERNEUIL, j’ai reçu l’ordre, le 25 novembre 1943, de mon chef de réseau (Capitaine MORANGE^P) d’accompagner le Capitaine PATRICK, alias Capitaine LAFITE^Q, pour effectuer une liaison avec un sous-marin venant d’Afrique du Nord.

Point de ralliement : Ferme de TOURNELLES^R, par Ramatuelle, tenue par la famille Achille OTTOU qui nous a hébergés, ainsi qu’une quinzaine de camarades faisant partie de la même expédition et venant de différents points de France.

A la ferme, le commandement de la colonne a été pris par le Capitaine LARVA, alias « Jean Marie »^S, organisateur des embarquements clandestins sur la côte.

Le départ de la colonne eut lieu le 26, vers 21h30, en direction du point où devait s’effectuer l’opération (Anse du cap Camarat).

P. Erreur Roger Morange, chef du poste *Glaïeul* des Services spéciaux du commandant Paillole, arrêté le 11 décembre 1943 à Marseille.

Q. Le capitaine Laffitte est chargé de convoier la fille du général Giraud ; il sera plus tard arrêté et déporté.

R. Les Tournels.

S. Le capitaine Avallard, responsable de TR Jeune à Marseille, réseau des services spéciaux du commandant Paillole.

A 100 mètres de la côte, nous tombons sur une patrouille allemande qui fit une sommation et ouvrit immédiatement le feu.

Ordre est donné par « Jean Marie » de rallier la ferme de Tournelles. But qui n'a pas été atteint par l'ensemble, du fait qu'une arme automatique était installée sur le chemin du retour.

Cernés de toutes parts par les feux des patrouilles, nous nous glissons sous bois pour gagner un refuge.

Au cours de ce retrait précipité, ayant à mes cotés M^{elle} Monique GIRAUD, fille du général, nous avons été accidentés. Blessé à la tête, l'arcade sourcilière ouverte, errant toute la nuit à travers bois et champs, je me suis trouvé à l'aurore, à proximité d'une ferme où je me suis nettoyé sommairement malgré les réticences du fermier.

Vers 12h30, à Ramatuelle, je fus arrêté par deux gendarmes qui me conduisirent à la Mairie pour interrogatoire ; mais comprenant ma situation, se mirent à ma disposition pour éviter ma capture par la Gestapo et me facilitèrent mon évasion.

Ces derniers me conduisirent chez un Monsieur MOUTON (ou MOULTON^T) propriétaire à Gassin, qui me délivra une fausse carte d'identité et un certificat de travail, en ce lieu, je retrouvai Monique GIRAUD et PATRICK.

MOULTON nous mit en relation avec le Docteur ROY de St-Tropez, qui nous prodigua ses soins et nous conduisit, en voiture sanitaire, jusqu'à La Croix-Valmer où nous primes le premier train en direction de Toulon.

Arrivés à Toulon à 21 heures, accueillis à la gare par « Jean Marie » qui nous conduisit chez un de nos camarades de la résistance M^r LEONELLI, pharmacien de l'Intendance de Toulon, qui nous hébergea une nuit.

Départ de Toulon le 28 au matin et arrivés à Marseille vers 11h30 sans incident.

Plusieurs jours après, j'ai appris que l'expédition avait coûté :

1 mort : ALFASSER, enterré à Ramatuelle sous le nom de GRANGER Léon

3 prisonniers, dont 2 officiers de marine et un patriote^U.

En outre, je tiens à signaler qu'ayant été arrêté par la Gestapo de

T. Donatien Moulton.

U. Un seul officier de marine, le capitaine Pothuaux ; le patriote est Jacques Israël.

Marseille le 12 décembre 1943 et incarcéré à la prison des Beaumettes, je ne puis donner aucun renseignement d'identification sur les responsables allemands de cette affaire.

Par contre, voici une liste de témoins susceptibles de fournir des renseignements :

Achille OTTOU et sa sœur, Ferme de Tournelles par Ramatuelle (Var)

GIRAUD Maximin } tous deux domiciliés à Ramatuelle et faisant
OLIVIER Henri } partie du Service de protection pour l'opération
du 26 novembre 1943.

BARNOUIN, gendarme, à l'époque à Ramatuelle

MOUTON ou MOULTON de Gassin

LEONELLI, Pharmacie de l'Intendance de Toulon

LEMASSON, Pharmacien, Pharmacie du soleil, rond Point de Brazza, à Casablanca (Maroc)

Le Maire de Ramatuelle à l'époque de cet événement^V.

D'autre part, au cours de mon séjour aux Beaumettes, j'ai revu le commandant POTHUAU^W avec lequel j'ai pu échanger quelques paroles. Par son intermédiaire, j'ai appris que c'était un lieutenant surnommé « Le Balafre » de la Gestapo de Marseille^X qui s'occupait de cette affaire.

Transféré à Compiègne, et faisant partie d'un convoi pour l'Allemagne, je me suis évadé avec une quarantaine de camarades, entre Châlons-sur-Marne et Vitry-le-François, à Pringis, le 5 juin 1944.

Le S/Lieutenant MARCHAL »

V. Victor Dary, élu en 1935, radical, rallié au régime de Vichy.

W. Capitaine de frégate, arrêté le 26 novembre.

X. Le SS Obersturmführer Pfanner, chef de la section IV (Gestapo) du Sipo-SD de Marseille.

ROQUEBRUNE

Population en 1942 : 2 060 habitants dont 520 agriculteurs, 16 artisans, 250 ouvriers, 21 commerçants ; 37 prisonniers de guerre et environ 250 anciens combattants.

Autre source : 2 100 habitants en novembre 1942, 1 850 en mai 1944.

Au pied de ses célèbres rochers, Roquebrune étend son terroir de vignobles et de vergers à l'entrée de la basse-vallée de l'Argens, mais aussi, à travers les Maures, jusqu'à la mer, aux Issambres. Le régime de Vichy y trouve des soutiens actifs. Le maire Henri Gastinel, socialiste et franc maçon, est poussé à la démission le 12 février 1941. Une délégation spéciale est mise en place en juin, avec à sa tête le président de la cave coopérative. Elle est composite et l'opposition entre « durs », partisans d'une Révolution nationale résolument menée, et pétainistes prudents génère vite des tensions. Le 26 juin 1941, le maire préfère se tourner vers le préfet pour demander s'il n'y a aucun inconvénient à substituer à la devise de la République, « Liberté, Égalité, Fraternité », « Travail, Famille, Patrie » comme le demande un membre de son conseil. Le président de la Légion des combattants est réticent pour mettre en place le SOL. Il est en froid avec le médecin, chef de file des plus favorables à la Révolution nationale et leurs relations ne cessent de se dégrader. Il en va de même entre la municipalité nommée et ce médecin, royaliste militant, maurassien, qui organise la Milice dans le secteur au début de 1943. Ce médecin qui, par ailleurs, est apprécié de sa clientèle, fait la chasse aux bustes de la République à Puget-sur-Argens et à Roquebrune, « exploit » dont rend compte L'Action française. La destruction du buste de la République qui se trouvait sur la cheminée du bureau du maire^Y, le 29 janvier 1943, provoque la démission du conseil municipal en bloc le lendemain, démission sur laquelle il reviendra. Les tensions entre soutiens du régime ne retombent pas. Le médecin est pris à partie par le chef de la Légion lors de la conférence qu'il fait en mars à la demande du maire – une façon de temporiser – pour présenter la Milice. Des inscriptions miliciennes sont tracées sur la façade de la mairie le 14 mai suivant. Le médecin n'était pas isolé et le secteur Roquebrune-Fréjus reste l'un des points d'ancrage de la Milice dans le Var.

Mais la population, dans sa majorité, reste à l'écart et les partisans du régime estiment en novembre 1941 qu'elle reste « acquises aux préjugés anciens », la jeunesse en particulier. La diffusion de tracts et journaux clandestins, l'apparition d'inscriptions à la peinture sur diverses maisons contre des membres de la Milice, le 8 juin 1943, attestent la présence d'un noyau de résistants. C'est dans

^Y. Le buste a été brisé sur le parapet du pont sur l'Argens et ses débris jetés dans les latrines. Le docteur en fait un compte rendu pour L'Action française le 9 février. Il a été félicité par le chef départemental du SOL (qui est en train de se transformer en Milice) le 2 février.

les bois de la commune, quartier du Fournel, à la lisière de Sainte-Maxime que les gendarmes de Fréjus, alertés par ceux du Muy, appréhendent une partie du maquis des Maures, le 5 mai 1943. Il avait été dénoncé par une plainte pour vol dans un cabanon du quartier des Clapiers. Les jeunes maquisards démunis de tout avaient pris cinq draps, sept couvertures, un seau, du vin et des instruments de cuisine. Certains d'entre eux mourront en déportation. Il s'agit du point de départ du maquis FTP le plus important de la région dont l'installation a été voulue par le commandement régional de l'organisation, sans doute dans l'espoir d'un débarquement en Méditerranée proche. Il est composé de quelques militants communistes aguerris et de jeunes réfractaires au STO venant non seulement des environs, mais aussi de Marseille, Toulon et Nice. Ceux qui peuvent échapper à l'arrestation vont stationner dans les Maures jusqu'à l'automne 1943 (camp *Faïta*). Ils interviennent à plusieurs reprises sur le territoire de Roquebrune, y compris lorsqu'ils sont partis s'installer autour de Saint-Maximin (tirs contre une patrouille allemande dans la nuit du 15 septembre, « récupération » de feuillets d'alimentation le 29 novembre, sabotage du pont de la voie ferrée le 18 janvier 1944). D'autres groupes de résistants sont présents dans la commune. Le réseau *Monk* du SOE^Z créé dans la région marseillaise par une équipe britannique parachutée en 1943 fait abriter ses émissions radio à plusieurs reprises et assez longuement par l'aviatrice Suzanne Goutte et l'architecte Jean Hellet. Le réseau est démantelé en mars 1944 et ses initiateurs seront exécutés en Allemagne ou mourront en déportation. Peut-être est-ce par lui que passe l'opération *Popeye*, organisée par les services britanniques dans la nuit du 27 janvier 1944 aux Issambres (après un échec vingt jours auparavant). Peu après la chute de *Monk* et sans qu'il y ait de relations entre eux, c'est un autre groupe local qui subit un coup dur. Le responsable de l'Armée secrète, Alfred Perrin, est de nouveau arrêté par la « Gestapo » de Draguignan le 3 mars. Il avait déjà été pris comme otage, parmi d'autres « suspects », en septembre 1943, après un attentat. Il mourra en déportation. Le groupe de Résistance qu'il a créé avec l'instituteur Marius Mingaud appartient aux MUR. Regroupant des socialistes et des républicains, il diffuse la presse clandestine que les responsables de Draguignan (Georges Cisson, Édouard Soldani, Julien Cazelles) lui font parvenir, notamment le journal des MUR de l'arrondissement, *Résistance*. Mais les résistants ont des adversaires résolus parmi les miliciens. Certains renseignent les agents de la Sipo-SD de Draguignan. Le rapport que rédige Gaby Thibaud le 20 janvier 1944 grâce à leurs informations donne des indications assez précises sur la Résistance locale soupçonnée d'aider les réfractaires au STO. René Biest, mutilé de 14-18, et Jules Volatier qui mourra lui aussi en déportation sont arrêtés en même temps qu'Alfred Perrin. L'atmosphère se tend au fil des semaines. La réquisition des hommes pour les travaux de mise en défense du littoral provoque l'exaspération car, à la mi-avril 1944, tous les hommes disponibles de la

Z. Special Operations

Executive, service britannique tourné vers l'action (parachutages d'armes, sabotages, aide à la Résistance).

commune sont requis. À partir du 6 juin, si la mobilisation de la Résistance a peu d'incidence ici, la Milice mobilise aussi et rassemble les militants qui lui restent fidèles dans la franc garde à Draguignan, avant d'en envoyer plusieurs dizaines, dont des Roquebrunois, lutter contre les résistants d'Auvergne dans les régions d'Issoire et Clermont-Ferrand.

Roquebrune est aux premières loges le 15 août 1944. La RN 7, le pont d'Argens, les batteries côtières sont bombardés. La population compte un mort, plusieurs maisons sont détruites. Les FFI locaux reçoivent le renfort inattendu de 44 parachutistes du 509^e régiment largués bien loin de leur objectif (La Motte !) qui peuvent les armer. Ensemble, ils se rendent maîtres du village après la prise de la poste où cinq Allemands se sont retranchés. Il y a combat au col de Bougnon. Le 16, la vallée de l'Argens est conquise par le 180^e RIUS, des accrochages ont lieu vers les étangs de Villepey. Une batterie d'artillerie lourde positionnée sur les collines à La Grand Bastide (9 canons et obusiers) est réduite par les chars Sherman. Le 17, les Américains liquident les dernières poches de résistance. La délégation municipale désignée par la Résistance est présidée par l'ancien maire Henri Gastinel, avec à ses côtés Mingaud, président du comité local de Libération.

Bibliographie : MARTIN Jean-Paul et Éliane, *Paroles de Roquebrunois. La guerre, l'occupation, le Débarquement 1940-1944*, ville de Roquebrune-sur-Argens, 2017 ; RÉGIS J.-F., « Un réseau anglais dans la Résistance à Roquebrune-sur-Argens », *Chroniques de Santa-Candie* n°10, 1974 ; n°46 des *Chroniques de Santa-Candie*, n° spécial 1944-1994, 1994.

SAINTE-MAXIME

Population en 1942 : 3 200 habitants (2 628 en 1936), dont 316 agriculteurs, 17 artisans, 651 ouvriers, 132 commerçants, 13 membres des professions libérales ; 34 prisonniers de guerre et 251 anciens combattants.

D'après la mairie : 2 413 Français dont 1 150 nés dans le Var (616 à Sainte-Maxime), et 745 étrangers dont 568 Italiens. Parmi les Français nés hors du Var : 174 à Paris et 223 dans les Alpes-Maritimes.

Autre source : 2 850 habitants en novembre 1942, 2 500 en mai 1944.

Cette station estivale à la notoriété assez récente va se trouver au centre des opérations du débarquement du 15 août 1944, puisque c'est sur la plage de La Nartelle que prend pied la 45e DIUS. On sait moins que la Résistance y fut précoce et qu'elle a été l'un des maillons importants de l'organisation clandestine autour du Golfe. Pourtant les pétainistes y sont nombreux et obtiennent en janvier 1941 la révocation du maire, le Dr Freze, qui, à leurs yeux, est doublement épurable, puisqu'il est juif (et en fait agnostique) et qu'il a été un partisan du Front populaire. Le personnage, très épicurien, paraît haut en couleur. Il est condamné pour avoir donné un coup de poing à un médecin lieutenant-colonel des troupes coloniales en retraite, farouche partisan de Pierre Laval et de sa politique de rapprochement avec l'Italie fasciste, qui, au début de l'été 1940, a giflé un conseiller municipal moins enthousiaste que lui devant le changement de régime. Freze était là et a répliqué. Pourtant, la municipalité et lui restent prudents et ne font pas preuve d'hostilité avérée à l'égard du Maréchal, acceptant, entre autres, de débaptiser la rue Roger Salengro, et disant chercher pour le nom du maréchal Pétain une place d'honneur (ce sera le boulevard des Hespérides). Mais ses adversaires ont le vent en poupe. L'administration préfectorale cherche un remplaçant, paraît pencher un moment pour le D^r Cesbron, père de l'écrivain Gilbert Cesbron, puis pour le D^r Beausset, avant d'opter pour l'ancien président départemental des Croix de Feu du colonel de la Rocque, devenu responsable de la Légion des combattants pour le secteur. La délégation spéciale, puis le conseil municipal ainsi nommés rassemblent des pétainistes particulièrement virulents, le maire et son premier adjoint, proches du PPF sinon adhérents, en tête. À peine installé à la mairie, le nouveau maire dénonce « les agissements des juifs » qu'il veut faire surveiller étroitement. Il considère que, depuis juin 1940, juifs, francs-maçons et communistes profitent des difficultés de ravitaillement pour créer des troubles sur le marché et aux terrasses des cafés et souhaitent que deux ou trois inspecteurs viennent discrètement écouter les conversations. Il dénonce aussi

les suspects de gaullisme ou les francs-maçons, notamment le receveur buraliste Ricard, fondateur de la section de la Libre Pensée et dignitaire du Grand Orient. Celui-ci est révoqué de ses fonctions bien qu'ancien combattant mutilé et adhérent à la Légion des combattants. Le couple Ricard est connu pour ses idées, leur fils a été tué en Espagne en combattant aux côtés des républicains. Charlotte Ricard, qui militait à la gauche du parti socialiste, entrera en contact avec le mouvement clandestin, L'Insurgé, que cette mouvance a constitué et participera au ravitaillement du maquis. Le nouveau maire s'est procuré la liste des membres de la loge L'Égalité de Draguignan (qui rayonne sur le secteur pour le Grand Orient) et veut se procurer les noms des adhérents des loges d'autre obédience (3 novembre 1941). Il n'aura de cesse de fustiger ses adversaires, en particulier Mme Paul Reynaud, l'épouse de l'ancien chef du gouvernement, leader de la droite libérale, qui est une opposante affirmée. Tout un groupe de réfugiés constitue un noyau d'opposants. Parmi eux, se trouvent les frères Lindon, rapidement engagés dans la Résistance. Maxime Lindon, engagé volontaire pendant la Première Guerre mondiale, ex-banquier, chargé de mission au ministère des Finances avec Paul Reynaud, qui réside à l'hôtel des Palmiers, est arrêté le 30 octobre 1941, emprisonné au fort Saint-Nicolas à Marseille avant de passer en jugement devant le tribunal militaire. Son frère cadet, Maurice, passera en Angleterre, via l'Espagne et le Portugal en octobre 1942 et fera un rapport instructif sur l'état d'esprit qui règne à Sainte-Maxime où la population ne se cache plus guère pour écouter la BBC. Les deux frères font du renseignement pour les services spéciaux britanniques et sont en contact avec le capitaine Henri Frenay. Le fondateur du mouvement Combat, principal mouvement de Résistance de la zone non occupée, entretient des liens particuliers avec Sainte-Maxime puisque sa mère – très maréchaliste – y réside. C'est là que, dans l'été 1940, à peine évadé d'un camp de prisonniers, il a mis au point son projet de Résistance et le texte qui sert de base au recrutement. La Résistance se manifeste donc précocement ici au grand dam des pétainistes et autres partisans de la collaboration. Des inscriptions anti-Darlan, anti-légionnaires et gaullistes, des tracts envoyés par la poste sont signalés dès 1941 et, au printemps de cette année-là, répondant aux consignes de Londres, beaucoup de V sont tracés sur les murs. L'un des noyaux de résistants est formé par les communistes en contact avec leurs camarades de Saint-Raphaël, de Cogolin ou Saint-Tropez. Il est à noter que l'avocat Jacques Sadoul, l'un des témoins de la Révolution d'octobre 1917 en Russie et l'un des fondateurs du Parti communiste en 1920, est venu se réfugier à Sainte-Maxime où il possède une villa. Bien qu'il soit sur des positions de défense nationale hétérodoxes par rapport à la ligne du parti, il est interné en juin 1941 au moment de l'attaque nazie contre l'URSS (dont on le sait proche). Libéré six mois plus tard, il revient à Sainte-Maxime pour en repartir quand il se sent menacé par les occupants.

La commune est donc divisée et les tensions sont accentuées par les difficultés de ravitaillement. Le problème se pose surtout l'été à l'arrivée de riches estivants qui entretiennent le marché noir du lait et des légumes, notamment. Mais ce sont essentiellement les juifs qui sont pris pour cible. Sainte-Maxime bénéficie enfin des suppléments dits « urbains » en avril 1942, mais le régime perd ses appuis et la municipalité se délite. Parmi les démissions au sein du conseil municipal, une irrite particulièrement le maire, celle du Dr Beausset, car ce dernier, farouche opposant à la municipalité Freze et à la gauche, fondateur du comité de vigilance contre la trahison communiste, est une personnalité de poids à droite, mais il est hostile aux Allemands et à la politique de collaboration que Pierre Laval incarne. Dénoncé par le maire comme hostile au Maréchal, il prend un engagement de neutralité, alors que, dans le même temps, la Résistance s'étoffe avec la création du Front national fin 1942 qui essaie de rassembler ses divers éléments.

Après l'occupation de novembre 1942, avec le STO et déjà l'espérance d'un débarquement, les bois de Sainte-Maxime-Roquebrune abritent le premier maquis varois, l'un des tout premiers de Provence, dans les quartiers de la Vieille Mère et du Fournel. C'est par le petit train et d'abord par la gare de La Nartelle que les recrues venues de Toulon-La Seyne, Nice ou Marseille, arrivent. Le maquis FTP des Maures est installé là par la direction régionale des FTP sans doute pour des raisons stratégiques et parce qu'il y a des appuis locaux. Ses premiers chefs sont Marcel Battaglia *Vaillant* de Sainte-Maxime, qui mourra dans les Alpes-de-Haute-Provence plus d'un an après, et Paul Rossi parti de la région parisienne pour échapper à l'arrestation. Les débuts sont rudes, les maquisards manquent de presque tout en dépit des efforts des camarades du secteur qui assurent sa survie. Ce sont à Sainte-Maxime en particulier la famille Battaglia, les époux Casu, Darnac, etc. Affaiblis, sans armes, se livrant pour survivre à quelques « récupérations », les jeunes maquisards sont une proie facile pour les gendarmes du Muy qui, après les avoir rassurés, viennent les arrêter avec ceux de Fréjus le 4 mai 1943 au soir. Ils s'emparent de neuf d'entre eux qui seront emprisonnés à Draguignan et finiront pour certains en déportation. Les autres peuvent fuir, échappent aux recherches des GMR venus ratisser les bois, rejoignent un autre groupe de maquisards aux Mayons avec lequel ils formeront le camp *Faiïta*. En dépit de la répression et du manque de moyens, les maquisards n'en continuent pas moins à entreprendre de nombreuses actions, comme les sabotages de voie ferrée qui marquent le 3^e anniversaire de la Légion dans la nuit du 28 au 29 août 1943 (à Sainte-Maxime, le pont de Préconil). Les résistants s'affichent même en manifestant le 14 juillet 1943. L'occupant est italien. Il s'agit notamment des *alpini* du bataillon Val Pellice. La police politique, l'OVRA, qui a commencé à repérer des patriotes, effectue des arrestations, parfois consécutives à la vengeance d'immigrés italiens qui se considèrent

en position de « vainqueurs ». Le maire ne s'en émeut guère, lui qui considère comme logique l'interpellation d'un habitant qui aurait fait arrêter avant guerre de « braves italiens fascistes » (21 juin 1943). Peu après, il dénonce un juif suisse qui inciterait les jeunes à désertre et toujours Mme Paul Reynaud et « ses satellites juifs ou aryens » qui font campagne contre le gouvernement. Mais il a reçu un avertissement du FN le 30 juillet : les Allemands vont arriver car les Italiens vont capituler et il est averti de ne donner aucun nom de patriote s'il tient à sa vie. La capitulation intervient le 8 septembre et la police allemande ne tarde pas à procéder à des arrestations de plusieurs juifs, dont le D^r Freze le 13 octobre, et à les déporter à Auschwitz. Les menaces de la Résistance ont-elles porté leurs fruits ? Le maire refuse de communiquer les noms que réclament les policiers allemands. Le 16 octobre, il proteste contre l'arrestation de Freze, bien qu'il n'aime pas ce riche qui, par « humanitarisme et philanthropie aveugle », a trahi les siens, qui gaspille son capital et qui fait de la démagogie. Il proteste le 9 décembre contre le pillage des maisons de juifs par les gestapistes, se plaint au préfet le 16 car, outre les vols dans les villas non occupées, les Allemands multiplient les exigences et réquisitionnent 25 hôtels. La situation alimentaire est de plus en plus critique. La ration de pain tombe à 200 g/jour. Le pain manque le 27 novembre, et encore les 24 et 26 décembre. Bientôt, les occupants font évacuer les maisons en bord de mer ou proches de leurs installations de défense. Plus de 200 immeubles et villas doivent être évacués pour la construction du « mur de la Méditerranée ». Le quartier de l'église est touché l'un des premiers. Au total, au 16 juin 1944, 150 immeubles et 82 villas ont été évacués. S'ajoute à ces contraintes la réquisition des hommes pour les travaux de défense. La localité doit d'abord en fournir 100, mais comme les travaux n'avancent pas assez vite, les occupants en exigent 190 (pour 600 hommes disponibles...). Ils sont grossis par des requis de communes de l'intérieur et surtout par de la main d'œuvre étrangère, russe notamment, employée par la Todt, mal nourrie et méprisée. Le maire ne manque pas de se plaindre auprès du préfet, le 21 mars, de l'insécurité que fait régner ce « ramassis de diverses nationalités, peu surveillés, en plus des déserteurs italiens et des réfractaires qui peuplent les forêts ». Sainte-Maxime est, d'après lui, « une commune vautrée dans les délices de l'anarchie »... Il est de plus en plus isolé et se désole que le chef local de la Légion ait démissionné « en plein combat ».

La répression allemande ne désarme pas. Jacques Israël alias *Pierre Mortier*, émissaire du FN du Golfe, a été arrêté à Ramatuelle le 26 novembre, alors qu'il s'apprêtait à partir pour Alger (il sera abattu aux Baumettes). Après l'attaque du maquis de Limattes (Signes), le 2 janvier 1944, au cours de laquelle Paul Battaglia, le frère de Marcel, a été tué, la Gestapo vient faire des recherches à Sainte-Maxime pensant que Paul Rossi, qui a pu s'échapper bien que blessé, s'y

Sainte-Maxime,
blockhaus (brochure
*Côte d'Azur, champ
de bataille, 1945*).



est réfugié. À plusieurs reprises, des agents de la Gestapo viennent, établissant des listes ou jouant les provocateurs. La « Gestapo » est renseignée, en particulier par le responsable de la section PPF, agent fiché de la police allemande, et l'adjoint au maire. Ce sont eux qui fournissent à Gaby Thibaud, agent du Sipo-SD de Draguignan, le 17 février 1944, une liste des communistes ou supposés tels : 15 noms qui vont d'Aimé Casu, considéré comme le « chef terroriste », à l'ancien chef de cabinet de Paul Reynaud, Signoret.

La résistance locale se renforce cependant et participe à la création de la Brigade des Maures. Le groupe communal est dirigé par Thomas Darnac. Les coups de main se succèdent, actions de représailles contre les collaborateurs, sabotages ou récupérations. C'est ainsi que le 6 mars une dizaine de résistants arrêtent et vident de sa cargaison un camion de pain allemand entre Sainte-Maxime et Le Muy et que le 19 au soir le matériel de la Todt est endommagé par explosif. Le lendemain, les occupants rassemblent la population sur la place, prennent une vingtaine d'otages, fouillent les maisons toute la journée, mais en vain. À la suite du 6 juin 1944, la lutte se durcit encore, comme dans toute la région.

Darnac dont le groupe comptera jusqu'à 80 éléments, rassemble ses hommes aux Brugadières, puis à Firminy. La résistance devient contre-pouvoir en marquant sa présence. Par une affiche apposée le 9 juillet, « le maquis » demande à la population de ne pas confondre ses hommes et ceux qui profitent des événements pour piller et qu'il punit. Il punit aussi les collaborateurs. L'adjoint et le chef local du PPF sont exécutés. À la suite de cette action, le 23 juillet, la Gestapo vient arrêter 19 otages, dont des membres de la Résistance, qui sont conduits à Draguignan. Il est à relever que le maire a évolué dans son comportement et s'est proposé lui-même comme otage, en vain. Mais il en est venu à reconnaître que le gouvernement a fait « des fautes inexcusables ». En juillet 1944, il était temps...

Le débarquement du 15 août vient mettre un terme à une situation de plus en plus tendue. Les plages de Sainte-Maxime forment le secteur *Delta* de la 45^e division d'infanterie américaine. Elle se heurte à des installations de défense non négligeables : un mur antichar de 3 m de haut et 2 de large, deux casemates de 75 mm, des mines, des barbelés, 5 mitrailleuses à La Nartelle sud, 3 blockhaus à La Nartelle nord, des mitrailleuses à La Garonnette, un mur antichar, 3 canons à la plage de Sainte-Maxime. Les tirs des canons des navires, déclenchés à 6 h. 40, ne peuvent pas grand chose contre le mur antichar de La Nartelle, où a lieu le débarquement principal. Attaqué par les sapeurs, il est finalement ouvert par une salve allemande. Les 5 bataillons d'assaut qui peuvent s'y engouffrer ne se heurtent ensuite qu'à une défense sporadique. Le 157^e RIUS pousse vers Sainte-Maxime. Son 3^e bataillon entre en ville à 11 h. Elle est « nettoyée » au bazooka et à la grenade. Les barricades que les Allemands ont élevées sont prises, les combats se concentrent contre l'hôtel du Nord et la poste. Dans l'après-midi, les Américains s'avancent vers Beauvallon sans rencontrer de résistance. Le 1^{er} bataillon du 157^e va vers Plan-de-la-Tour, tandis que les 1^{er} et 3^e bataillons du 180^e RIUS se portent sur Saint-Aygulf et le Val d'Esquières où un combat violent a eu lieu en début d'après-midi avec un peloton cycliste (12 Allemands tués, une trentaine de prisonniers). La Brigade des Maures a participé au succès des opérations en prenant les occupants à revers, en guidant les libérateurs, perdant l'un de ses hommes, Fernand Bessy, à leurs côtés. À la fin de l'après-midi du 15 août, débarquent à La Nartelle les premiers éléments de la 1^{re} Division blindée avec le Combat Command du colonel Sudre, qui va être immédiatement employé de l'autre côté des Maures et libèrera Le Luc et ses environs le 17.

Sainte-Maxime, dont le port a été miné, compte 11 immeubles détruits, 225 sinistrés entre 10 et 50 % et 205 moins de 10 %. La ville sera classée ville sinistrée et recevra la croix de guerre pour sa contribution à la Libération du pays. Le changement politique est complet. La Résistance met en place une délégation municipale dirigée par Jean Allavena (FN), le comité de libération est présidé

par le Dr Maréchal, responsable local du FN, le comité d'épuration par Casu et c'est Jacques Sadoul qui sera élu maire en 1945.

Une rue dédiée aux frères Battaglia – Paul tué en janvier 1944, Marcel en avril, René mort en déportation – a été inaugurée dès le 7 novembre 1944.

Sainte-Maxime, stèle
1^{er} DB, la Nartelle,
28 novembre 2016
(© J.-M. Guillon).



Témoignage sur Benjamin Freze à Auschwitz (Paul Steinberg, *Chroniques d'ailleurs*, Paris, Ramsay, 1999, p. 96-97 et 111-112).

« De temps à autre venait se mêler à nos débats le Dr Freze. C'était un vieux médecin de près de soixante ans, qui avait probablement bénéficié d'un moment de distraction de son confrère Mengele^{AA}. Son ignorance totale de l'allemand l'avait éliminé du corps médical affecté au KB^{AB}. Quelques jours en commando avaient suffi à le mettre hors de combat, et il fut décidé de le caser au *Scho-nungsblock*^{AC} pour remplir les fonctions de gardien de nuit. Il souffrait entre autres d'un œdème géant donnant à ses jambes des proportions éléphantiques et je le vois encore enfonçant ses doigts dans la chair pour voir le creux livide se reformer peu à peu.

Il parlait avec un accent du Midi caricatural. C'était un personnage à la Pagnol égaré parmi nous.

Ses fonctions consistaient à surveiller le récipient servant de chiotte amovible. Ce tonneau était alimenté à jet continu par les pisseurs de soupe et les dysentériques, en bref par la population du bloc en entier. Il lui appartenait de mobiliser le dernier client et d'utiliser deux bras de brancard pour emmener le tonneau à la fosse d'aisance et le vider.

Il m'est arrivé plus d'une fois de me porter volontaire pour lui prêter la main. Notre sommeil à tous s'était fait plus léger en l'absence d'épreuves physiques. Je chaussais des sabots. Nous saisissions le tonneau avec nos bras de brancard s'encastant dans deux anses aménagées sur le côté et nous partions dans la neige en essayant d'éviter les éclaboussures. Nous vidions le contenu dans le même mouvement bien synchronisé et retournions au bloc où quatre ou cinq habitués guettaient notre retour avec une légitime impatience, tout en serrant les fesses. Ensuite, je m'asseyais à ses côtés et nous bavardions.

Parfois, il m'entretenait de recettes de cuisine et tout particulièrement des bouillabaisse sublimes dont il se régala dans le lointain jadis, alors qu'il était maire de Sainte-Maxime. Il soutenait que le congre, la rascasse et les poissons de roche étaient à la base d'une bouillabaisse réussie, qu'ajouter de la lotte était un hérésie et que ceux qui allaient jusqu'à mentionner une langouste méritaient d'être pendus haut et court jusqu'à ce que la mort s'ensuive. Je sus ainsi tout sur la préparation de la rouille, sur les meilleures huiles d'olive et sur les mérites comparés du parmesan^{AD} et du gruyère en tant que fromage d'accompagnement. Il me parlait aussi des odeurs printanières, des mimosas et des pins parasols.

AA. L'un des médecins nazis du camp d'Auschwitz-Birkenau, « sélectionnant » les déportés à leur arrivée et spécialisés dans les expérimentations sur eux.

AB. « L'infirmier » du camp (*Krankenbau*).

AC. Baraque « de repos » pour les malades venus de « l'infirmier ».

AD. Plutôt que du parmesan, Freze devait parler de « fromage rouge » (l'edam étuvé).

Le jour venu, il se couchait et dormait d'une traite jusqu'au milieu de l'après-midi, puis se joignait à nous. Il vécut ainsi, remplissant sans défaillance la fonction assignée jusqu'au mois de janvier (1945). Il fut de ceux qui, tels Primo Levi, restèrent au camp, bien en peine de pouvoir marcher ne fut-ce qu'un kilomètre. Après dix jours de suspense et de famine, au milieu des mourants, il vit arriver les avant-gardes russes.

(...) J'étais arrivé devant le *Schonungsblock*, le vieux Dr Freze – je dis vieux, il avait probablement, huit ans de moins que moi aujourd'hui – était assis sur le pas de la porte et guignait le soleil qui, d'un seul coup, éclairait Auschwitz et Sainte-Maxime, ce que je lui fis observer avec cette cruauté inconsciente qui fait selon certains le charme de la jeunesse^{AE}.

Il hochait la tête, il était en train d'examiner ses jambes, pantalon relevé jusqu'aux genoux. Elles étaient blanches, enflées et parcourues en surface de veinules violettes.

"Sainte-Maxime, dit-il, une semaine de Sainte-Maxime, de soleil de Sainte-Maxime qui est autre chose que celui-là, un pastis, un vrai, ou même un perroquet, et tu verras ce que c'est que la vie. Sais-tu que j'ai deux orangers et qu'ils sont en fleurs ? À Pâques, je monte chaque année dans les Maures du côté de Collobrières et je me ramène deux petites tortues que j'installe dans le jardin. Je leur apporte le matin deux feuilles de laitue. Je les regarde manger, c'est le bonheur. Arrivé l'automne, elles disparaissent. Je n'ai jamais réussi à savoir où elles passent, peut-être qu'elles s'enterrent ?".

Le pastis. Le père Freze s'est flingué au pastis. En 1947, il en était déjà au dixième à midi. Je me demande s'il allait encore se chercher des tortues dans les Maures ».

AE. Paul Steinberg avait été arrêté à Paris alors qu'il avait 17 ans.

SAINT-TROPEZ

Population en 1942 : 5 025 habitants (4 102 en 1936) ; 471 étrangers en janvier 1942 ; 64 prisonniers de guerre.

Autre source : 4 100 habitants en novembre 1942, 4 270 en mai 1944.

Même si la commune ne s'y réduit pas, on associe aujourd'hui Saint-Tropez inévitablement à un certain type de tourisme de luxe et à sa clientèle de privilégiés qui en font une sorte d'enclave varoise de la *jet-society*. C'est oublier la riche et vieille histoire d'une localité où se sont sans cesse mêlées des populations d'origines diverses. En 1940, Saint-Tropez est depuis assez longtemps déjà une station fréquentée par des artistes et une bourgeoisie parisienne cultivée, mais elle est encore une localité de pêcheurs, de paysans, d'ouvriers qui travaillent à l'usine des torpilles, avec une forte minorité venue d'Italie ou d'autres régions de la France. Si le maire Léon Volterra, directeur des Folies-Bergères, est en quelque sorte le représentant du premier groupe, celui des « étrangers », tout un fond de tradition républicaine se maintient dans la population et se renouvelle même avec la venue de militants antifascistes, dès avant guerre, mais plus encore lorsque l'occupation de la zone nord amène son flot de réfugiés. À noter que les événements de guerre ont eu une traduction très concrète ici puisque plusieurs avions italiens ont été abattus les 13 et 15 juin 1940 alors qu'ils venaient d'attaquer Toulon. Plusieurs aviateurs ayant sauté en parachute ont été capturés, et parfois tués.

Comme ailleurs, les sectaires règlent leurs comptes, via la Légion française des combattants, commencent à dénoncer Volterra comme juif - ce qu'il n'est pas - dès octobre 1940. Pourtant, ici aussi, le conseil municipal s'aligne sur Vichy, par exemple en supprimant le 2 novembre les noms de Daladier, Salengro, Briand et Chamberlain des rues de la ville. Mais les pétainistes veulent tout régenter. La Légion veut contrôler les prix et outrepasser ses pouvoirs, d'où un conflit avec les gendarmes dès janvier 1941. Elle propose des noms pour remplacer le conseil municipal, mais finalement le choix du préfet se porte sur le D^r Laverrée, qui a l'appui de De Carbuccia^{AF}, directeur de l'hebdomadaire d'extrême droite *Gringoire*. La frange revancharde de la population est soutenue par le commissaire de police Geay. Cet ex-officier, antisémite et xénophobe, surveille particulièrement les juifs (qu'il considère comme des « bouches inutiles »), les étrangers (qui sont, d'après lui, presque tous des réfugiés politiques inutiles et dangereux) et les communistes, préconise des internements. Or, dès le 27 décembre 1940, la population est jugée anglophile à 70 %, même s'il n'y a pas encore d'organisation

^{AF}. De Carbuccia, proche du PPF et très introduit dans les milieux vichystes, possède une villa à Sainte-Maxime. Gringoire est alors replié à Marseille.

gaulliste. Effectivement, plusieurs groupes d'opposants vont servir de terreau à une Résistance précoce dans laquelle vont se rejoindre à la fois des bourgeois aisés, souvent réfugiés, comme Jean Despas, des socialistes et surtout des communistes locaux, avec cette particularité que sont organisés précocement ici non seulement un noyau de communistes français, mais aussi un groupe italien lié au parti communiste italien (PCI) et à sa direction régionale clandestine qui se trouve à Marseille. Le responsable départemental du PCI, Giuliano Pajetta, fait de la localité sa base arrière. Sa femme est venue y résider et il peut compter là sur les Cappello, propriétaires de la réputée *Auberge des Maures*, et sur l'épicier Rebagliatti (qui sera arrêté par l'OVRA le 17 mai 1943). Au centre de l'écheveau résistant, se trouve le FN qui résulte de l'association des militants communistes (les Grangeon, les Guillerme, Noëlle Thomazo, Fernande Codou, etc.) et d'un groupe local autonome, « Les Sans-culotte » (avec l'architecte Roger Gilbert, le père jésuite Tyson, aumônier du couvent, les Despas qui ont déposé une croix de Lorraine au monument aux morts dès le 11 novembre 1940, etc.). En dépit des internements qui les ont affaiblis, les communistes se sont réorganisés. Leur propagande prend son essor en 1942 avec des tracts, affiches et le journal *Lou Travailladou*. Peut-être ont-ils aidé à la manifestation de ménagères du 11 février 1942 dont le journal clandestin rend compte. Ils bénéficient des contacts du professeur de médecine Gilbert-Dreyfus, réfugié ici avec son épouse, et du Dr Raymond Leibovici, autre médecin parisien réputé, qui y fait quelques séjours. Leibovici qui est l'un des fondateurs nationaux du FN, est en contact avec la direction nationale du PCF. C'est par lui que la direction communiste de la zone non occupée passe pour établir des contacts avec des réseaux britanniques ou gaullistes en 1942. Les « Sans-culotte » servent probablement de points d'appui à divers réseaux de renseignement, en particulier au réseau *Carte* du peintre André Girard d'Antibes. Ils se livrent aussi à la propagande, attaquent la Légion des combattants (dont le local, 29 rue Gambetta, est couvert de croix de Lorraine et de V en novembre 1942, puis « plastiqué » le 30 décembre) et se demandent « Où va l'honneur français ? » dans un tract diffusé au lendemain de l'occupation. Le SOL (Service d'ordre légionnaire rassemblant les « durs » de la Légion) compte 14 membres qui patrouillent avec les gendarmes et tend des embuscades aux distributeurs de tracts. En fait, l'opinion commence à espérer un débarquement sur son littoral. Le pétainisme est en difficulté, le maire est radié du SOL, le président des Amis de la Légion est suspendu six mois pour désobéissance. Lorsque le SOL devient la Milice au début de 1943, son chef de centaine^{AG} est en froid avec le président de la Légion (qui est aussi celui de la Croix-Rouge). La Légion n'a plus d'activité. Et la Milice est en fait pratiquement inexistante. Le conseil municipal est en crise depuis 1942. Cette crise est aggravée par les problèmes de ravitaillement. La manifestation du 16 février 1942 aurait rassemblé 2 000 personnes, la mairie a été envahie, le maire pris à partie. Comme une

AG. La Milice est organisée en trentaines et centaines.

partie du conseil municipal, il finit par démissionner le 29 juillet 1943. Tout est cher, même le poisson, plus encore à partir du moment où les Italiens restreignent, voire interdisent, la pêche. Les légumes, le fourrage pour les animaux, parfois le pain manquent. Les agriculteurs (ils sont encore 200 dans la presqu'île) souffrent de la sécheresse persistante et ne peuvent fournir les contingents de pommes de terre qui leur sont imposés. Bien que classée enfin comme commune à suppléments en septembre 1943, Saint-Tropez, en février 1944, n'a reçu aucun contingent de viande depuis plus de deux mois. Les restrictions touchent aussi les transports : deux trains quotidiens sont supprimés en juillet 1943. À cela, s'ajoute le travail en Allemagne. Le recensement des jeunes soumis au STO a été boudé : sur environ 200 jeunes nés entre décembre 1919 et décembre 1922, 150 ne se sont pas présentés. Beaucoup s'embauchent dans des fermes ou des exploitations forestières, certains partent au maquis comme les tracts de la Résistance les y incitent.

L'occupation est italienne. Elle commence le 13 novembre 1942 avec l'arrivée à 23 heures d'une vingtaine d'hommes et de deux camions. Le secteur est occupé par les *alpini* du bataillon Val Pellice et des groupes d'artillerie et de DCA. Même si les relations se normalisent avec la population, les incidents sont nombreux à cause des vols dans les jardins, des réquisitions de locaux, de denrées ou de bateaux. L'occupant se fait menaçant lorsque ses fils de fer barbelés sont abîmés ou que la Résistance sabote ses poteaux télégraphiques (27 février 1943). Plusieurs Troupiers sont arrêtés. Bien que l'occupant italien n'applique pas la législation antisémite, de nombreux réfugiés juifs ont préféré partir. La police de l'occupant, comme après elle la « Gestapo », bénéficie des renseignements fournis par des informateurs, fascistes italiens qui livrent des noms d'antifascistes, individus d'extrême droite, souvent issus de milieux bourgeois, trafiquants. C'est ainsi que circulent une liste de résistants dressée par des Italiens le 7 septembre 1943 et livrée aux Allemands, puis une liste des juifs, Anglais, gaullistes et communistes datée du 27 septembre. Un mouchard qui fait des rapports sur l'usine de torpilles surveille aussi le café Suffren. Un peu plus tard, l'agent de la Gestapo de Draguignan, Gaby Thibaud, pourra dresser une autre liste de communistes avec huit noms. Laboirie, qui lui est agent de celle de Toulon, essaie de débusquer des résistants en se faisant passer pour un résistant cherchant à faire soigner un (faux) parachutiste soi-disant blessé (février 1944). Une jeune femme, prise dans une affaire de marché noir, fait arrêter, le 20 mai, la directrice de l'agence immobilière Azur, ce qui permet la saisie de la ronéo et du fichier des résistants. On sait que la population est nettement germanophobe. Les « collabos » sont peu nombreux et isolés, mais dangereux. Le père d'un engagé dans la LVF (Légion des volontaires français contre le bolchevisme) est exécuté le 31 janvier 1944.

Saint-Tropez confirme alors son rôle de pôle de la Résistance du secteur. Jean Despas en est l'animateur principal, au carrefour de toutes les activités. Il est épaulé par Gilbert-Dreyfus et son épouse. Lui deviendra responsable du Front national des médecins en zone sud avant d'être déporté, elle s'occupe particulièrement du réseau F2 dont elle est la correspondante locale. Le peintre Marko Celebonovitch, entré aux FTP, devient le responsable militaire de secteur, donnant l'exemple par son audace. Il n'est pas étonnant que cet artiste donne le nom de *Gustave Courbet* au détachement FTP local composé de jeunes Tropicains et dirigé par Jean Guillaume. Paul Grangeon s'occupe de l'organisation des jeunes (qui formeront l'un des groupes FTP les plus actifs). La résistance étend ses activités, diffuse régulièrement des tracts, puis le journal *La Lutte*, fait du renseignement, aide le maquis des Maures où le communiste Victorin Laugier, récemment libéré de camp d'internement, est arrêté par les gendarmes le 4 mai (livré aux Allemands quelques mois après, il mourra en déportation). Cette résistance locale est si présente qu'elle est le support des opérations de liaison par sous-marins que les giraudistes organisent entre Alger et Ramatuelle à partir de février 1943. Les résistants tropéziens participent à la protection, au convoiement et à l'hébergement des partants ou des arrivants. Mais les polices allemandes rendent sa tâche plus dangereuse. Elles parviennent à lui porter des coups sérieux. Augustin Grangeon (responsable communiste, qui mourra en déportation), Guillaume et d'autres résistants doivent partir. Pourtant, la Résistance locale parvient à s'étendre et devient vraiment un contre-pouvoir. Le commissaire de police Mortier est à ses côtés. Le nouveau maire nommé en octobre 1943, l'industriel René Girard, est un des siens. À l'hôpital, le Dr Roy et les infirmières servent de service de santé à la Résistance et soignent les maquisards. Le FN s'est étendu à tout le secteur et met sur pied la Brigade des Maures qui regroupe tous les éléments militaires (AS, FTP, Milices patriotiques), soit près de 500 hommes dont 200 environ à Saint-Tropez (sous la conduite de Jean Sabathier). Elle crée aussi un comité inter-cantonal de libération (sous la présidence de Girard). La majorité de la population est à ses côtés comme le prouvent les obsèques de l'instituteur Berny tué le 3 novembre par une sentinelle allemande et dont elle fait une spectaculaire manifestation de patriotisme (5 000 participants en dépit des troupes d'occupation, le 5 novembre 1943, soit la presque totalité de la population, cercueil couvert de gerbes, discours au cimetière, en dépit de tirs allemands d'intimidation).

La population ne cesse d'attendre le débarquement. L'occupant s'y prépare. Comme sur toute la côte, il renforce la défense littorale et fait évacuer 250 immeubles dont 195 en ville à partir de février 1944. Il y a 900 évacués obligatoires et plus d'un millier de Tropicains quittent la localité. Sur 1 000 hommes de 16 à 60 ans (dont 420 travaillent pour la Marine), Saint-Tropez doit fournir 260 hommes pour le travail obligatoire pour la Todt.

En dépit du manque d'armes (une cinquantaine d'hommes de la Brigade sont plus ou moins armés), les FTP effectuent plusieurs attentats avec des engins explosifs préparés au garage Vacek (l'un des résistants qui ont dû quitter la ville). Ils visent le matériel travaillant pour l'occupant : le 18 mars 1944 contre une pelle mécanique de l'entreprise Spada travaillant à La Foux, dans la nuit du 16 au 17 avril, contre trois camions - deux aux Canebiers et deux près de l'hôtel Latitude (un des explosifs qui sont de fabrication artisanale n'explose pas) -, le 24 mai contre une grue à sable à La Foux. Un de leurs groupes (7-8 hommes à bicyclette) vient dérober les tickets de ravitaillement à la mairie le 26 avril. Une patrouille allemande est attaquée dans la nuit à coups de revolver. La solidité de la résistance locale et son ouverture explique pourquoi le lieutenant François Pelletier *Ruben*, parachuté par Alger pour établir une liaison par vedettes entre la presqu'île (Ramatuelle) et la Corse, s'y intègre aisément. Cette liaison commence en mars 1944 et réceptionne ou fait partir plusieurs missions. Parallèlement, le réseau américain Azur continue d'utiliser des lieux voisins pour ses liaisons par sous-marin, les passagers étant hébergés à Saint-Tropez par le policier Faral et le gardien Miel.

Au 6 juin, conformément aux ordres qui suivent le débarquement en Normandie, la vingtaine d'hommes du groupe FTP « montent » au maquis et tentent d'attaquer le radar de Gassin. Au bout de quelques jours, faute du débarquement promis en Méditerranée, il leur faut revenir chez eux s'ils le peuvent ou rejoindre le Val d'Astier, mais l'activité de la Résistance ne se ralentit pas. Les FTP récupèrent des mines anti-char, sabotent le transformateur de Saint-Pierre le 30 juin, organisent des attentats dans le secteur, aident leurs camarades restés au maquis. Nageur émérite, Celebonovitch échappe ainsi à un barrage allemand dont il a abattu les éléments qui tentaient de l'arrêter. Le 29 juin et encore le 14 juillet, la Résistance organise des manifestations (500 personnes environ le 14 qui vont porter des fleurs au cimetière). Grâce à Pelletier, la Brigade des Maures obtient un parachutage d'armes dans la nuit du 14 au 15 juillet aux Rabassières de La Mole. Pelletier est devenu l'un des responsables de la Brigade, en plus de sa mission propre. Mais il est trahi par Éric Seignon de Possel *Noël*, officier parachuté comme lui pour assurer une mission semblable à la sienne à La Ciotat, qui s'est mis au service de la Gestapo de Marseille. Guidée par cet officier en qui les résistants ont confiance, la police allemande sous la direction de Dunker *Delage*, l'un des chefs de la section IV du Sipo-SD, vient arrêter Pelletier à la villa *Jeanette*, le 24 juillet et, avec lui, son radio, Jean Paoli *Camous*, plus un officier américain de la mission interalliée, le major Muthular d'Errecalde *Lucas*, qui attendait la vedette qui, le soir même, devait le ramener en Corse. La villa *Les Graniers* où Paoli opérait et qui est propriété des Lévy-Despas (ils y avaient accueilli François Mitterrand début 1942 après son évasion d'Allemagne) est

perquisitionnée. Ont été arrêtés vraisemblablement deux aviateurs américains descendus par la DCA allemande, eux aussi, en instance de départ. Despas et ses amis doivent se cacher. Les armes qui se trouvent chez Despas doivent être déménagées. Pelletier et d'Errecalde sont fusillés à Signes, le 12 août 1944, avec 7 autres résistants de la région.

Le débarquement intervient heureusement peu après. Il a été précédé par de violents bombardements du 11 au 14, provoquant la destruction de la batterie du cap Saint-Pierre le 11.

Dès l'aube du 15, les opérations de débarquement n'étant pas encore engagées, les Allemands font sauter le port avec 60 mines de la Kriegsmarine de 50 kg et 6 de 100 kg placées dans la jetée ; 12 immeubles sont totalement détruits, 210 le sont à plus de 60 %. La population a été évacuée. Le bombardement aérien commence vers 6 heures, relayé par les canons des navires à 6 heures 30 pendant une heure. Le débarquement commence à 8 heures à Pampelonne. Mais, auparavant, les FFI qui se sont regroupés ont pris contact avec des parachutistes (509^e régiment et batterie du 563^e) largués par erreur à l'aube sur la presqu'île et c'est ensemble, après accord entre Marc Rainaud, chef de la Brigade des Maures, et leurs officiers qu'ils attaquent la garnison allemande retranchée dans la citadelle à partir de 9 heures du matin, sans attendre les troupes débarquées. Alors qu'une colonne s'empare du Moulin Blanc, les deux autres se heurtent à la Citadelle et au fortin de La Bouillabaisse. Les attaques lancées dans la matinée sont vaines, la garnison contre-attaque dans l'après-midi. Elle ne se rend qu'à 15 heures 30, après intervention de l'artillerie. À 18 heures, tout le terroir communal est libre, 75 Allemands ont été tués, 450 fait prisonniers, les FFI ont perdu deux des leurs, Guy Ringrave et Paul Roussel, on ignore les pertes américaines. Mais un ultime bombardement allemand, qui touche l'hôpital dressé place des Lices le lendemain soir, alors que Saint-Tropez fête les libérateurs, vient endeuiller le secteur. L'aviation allemande a utilisé des bombes antipersonnel qui font 11 morts et 30 blessés dans la population. Presque toute la localité est sinistrée (566 maisons dont 37 totalement détruites ou 965 immeubles sinistrés).

Saint-Tropez est un moment la petite capitale de la zone libérée. Le général Patch, commandant la 7^e Armée (qui regroupe les troupes américaines débarquées et l'Armée B du général de Lattre de Tassigny) installe son PC à l'hôtel *Latitude 43*. En compagnie du général de Lattre, il passe en revue les libérateurs de la ville le 17 août. Rainaud est décoré de la *Silver Star* et sept FFI sont cités à l'ordre de l'armée américaine. Raymond Aubrac, le commissaire régional de la République, puis le général Cochet, chef des FFI du front Sud, débarquent le lendemain. C'est là qu'Aubrac signe ses premiers arrêtés et reçoit les chefs de la résistance varoise, avant de rejoindre Marseille le 24.

Saint-Tropez a obtenu la Croix de guerre en 1947. Le Mémorial du Faron conserve le fanion du Régiment des Maures qui n'est autre que celui de la Légion locale que la Résistance avait subtilisé et dignement utilisé.

Reportage radio du 22 août 1944, 12 h 45-13 h.

« Quart d'heure français de midi », Vaughan Thomas^{AH} (*Les Voix de la Liberté. Ici Londres 1940-1944*, Paris, La Documentation française, tome 5, 1976, p. 198-199, édité par Jean-Louis Crémieux-Brilhac).

« J'ai passé la journée à Saint-Tropez et c'est une journée que je n'oublierai jamais ; je l'ai passée avec les hommes du maquis et les soldats des Forces Françaises de l'Intérieur. Maintenant, je les connais bien, et je suis sûr qu'une nouvelle France plus grande encore que par le passé est née de ces quatre pénibles années d'occupation allemande.

Saint-Tropez était certainement avant la guerre la dernière ville où vous vous seriez attendus à trouver courage, résistance et sacrifice de soi. C'était un petit port de pêche, qui était devenu une résidence luxueuse pour les gens riches, avec ses hôtels et ses petits casinos tapis dans les pins maritimes le long du golfe aux eaux bleues de nuit de Saint-Tropez.

Mais les Allemands sont venus ; les millionnaires sont partis, et Saint-Tropez a changé d'âme. Secrètement, sous le nez même des Allemands, la population s'organisa. Elle avait pour chef un jeune architecte^{AI}, un homme véritablement né pour commander. Cet après-midi, il était le roi sans couronne de Saint-Tropez quand il parcourait les rues en culotte courte et en chemise blanche, avec un pansement autour du cou, car il avait été blessé par la mitraille allemande. Comme lui et ses hommes ne s'étaient pas bornés à faire de la résistance passive, ils étaient considérés comme soldats de l'armée française, et ils avaient reçu leurs ordres bien avant le débarquement. Nos avions leur avaient parachuté des canons. Et ils savaient exactement où et quand nous prendrions pied : plusieurs jours à l'avance, ils avaient été prendre leurs positions.

Ainsi, quand les Américains débarquèrent, ils trouvèrent immédiatement à leurs côtés dans le combat ces patriotes français qui les aidèrent à nettoyer la citadelle de la garnison ennemie et à attaquer les points de résistance ; ils subirent évidemment quelques pertes. Et, cet après-midi, les corps des deux patriotes^{AJ} tombés en action étaient exposés devant le quartier général de la Résistance.

AH. L'un des correspondants de guerre les plus éminents de la BBC durant la guerre.

AI. Marc Rainaud.

AJ. Guy Ringrave, 32 ans et Paul Roussel, 24 ans.

Dans un petit square à l'abri des arbres, les habitants de Saint-Tropez s'étaient réunis tête nue sous le soleil d'été. Les deux cercueils dans lesquels venaient d'être placés les corps des deux patriotes étaient recouverts du drapeau tricolore et les hommes du maquis leur formaient une garde d'honneur, certains en culotte courte, d'autres avec des bérets, quelques-uns avec des casques américains.

Il est presque impossible de décrire l'in vraisemblable mélange d'armes, de tenues et de professions qui étaient les leurs. Il y avait là des jeunes qui avaient à peine 16 ans, des anciens combattants de l'autre guerre, et aussi un vieux professeur qui nous déclara fièrement qu'il était un journaliste local correspondant d'un journal marseillais et docteur en philosophie. Il devait avoir 70 ans, portait un fusil qu'il avait pris aux Allemands ; il avait une grenade à main cachée sous sa tunique et faisait la haie comme les autres.

Le chef donna ses ordres : tous ensemble, les hommes du maquis présentèrent les armes. Alors, un représentant du général de Gaulle^{AK} s'avança et prononça quelques brèves paroles d'un ton familier que je n'oublierai pas :

" Français, Françaises, soyez fier de ces jeunes hommes qui ont combattu et qui sont morts en soldats. Ils ne demandaient pas que vous les pleuriez, parce qu'ils savaient que la liberté ne s'achète qu'au prix du sacrifice. "

AK. Sans doute Raymond Aubrac, le commissaire régional de la République, qui s'apprêtait à partir à Marseille dès que la ville serait libérée.

Tout autour de nous, s'écoulait une procession sans fin de canons, de jeeps et de camions ; une vie nouvelle, une vie active reprenait dans la petite ville où, aux côtés des Américains, les soldats du maquis s'étaient sacrifiés justement pour permettre à Saint-Tropez et à la France de revivre. »



Plage, champ de mines,
 dos de couverture
 (brochure *Côte
 d'Azur; champ de
 bataille*, 1945).

Lectures, relectures :
les auteurs et le comité de lecture.
Merci à toutes celles et ceux qui auront pris soin
de la préparation et la fabrication de ce volume.

Secrétariat d'édition :
Laurent Boudinot et Laura Mirante.

Mise en page, montage :
Laurent Boudinot et Laura Mirante.

Impression :
Riccobono - Le Muy.

Dépôt légal : 4^e trimestre 2019.
ISBN : 978-2-9555625-5-0
EAN : 9782955562550

Conservatoire du Patrimoine du Freinet

Le Conservatoire du Patrimoine du Freinet a pour mission de valoriser le patrimoine naturel, historique et traditionnel du massif des Maures. C'est une association loi 1901 qui réunit les compétences de scientifiques, de guides et d'animateurs d'horizons différents, pour offrir aux visiteurs plusieurs regards sur notre patrimoine.

Nous présentons des expositions permanentes et organisons des visites accompagnées, des animations et ateliers pédagogiques, des chantiers de restauration du patrimoine rural, des ateliers de paléogéographie. Nous éditons une revue scientifique annuelle : *Freinet, pays des Maures*.

L'actualité du Conservatoire est à retrouver sur notre site : www.conservatoiredufreinet.org



Conservatoire du Patrimoine du Freinet
Chapelle Saint-Jean, 83680 La Garde-Freinet

Tél. 04 94 43 08 57 - Fax 09 70 06 50 07
e-mail : cpatfreinet@orange.fr
www.conservatoiredufreinet.org

